

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

ALLEMAGNE

LES SYNDICATS DEFENDENT LES INTERETS DU CAPITAL, PAS CEUX DES OUVRIERS

SOMMAIRE

SITUATION INTERNATIONALE	
. Attaques anti-ouvrières en Espagne	p. 2
. Los Angeles, l'horreur du capital en décomposition.....	p. 3
. Massacres à Bangkok	p. 3
Xe CONGRES DE RI	p. 4
FRANCE	
. "Lutte Ouvrière"	p. 5
. Furiani : toute la bourgeoisie est responsable	p. 5
. Dockers : la CGT piège les ouvriers	p. 5
BARBARIE CAPITALISTE	
. La CEI s'enfoncé dans un chaos sanglant	p. 6
. Yougoslavie : les assassins sont les grandes puissances..	p. 6
. Accord militaire franco-allemand.....	p. 6
COURRIER DES LECTEURS	
. Comment lutter contre la barbarie capitaliste ?.....	p. 7
LE NATIONALISME, UN POISON MORTEL CONTRE LA CLASSE OUVRIERE	
	p. 8

■ Il y a peu de temps encore, l'image de la classe ouvrière allemande que les journalistes aux ordres véhiculaient, était celle de travailleurs disciplinés, raisonnables, ne rechignant pas au labeur, oeuvrant de concert avec leurs patrons et l'Etat, main dans la main, à l'édification d'un modèle économique et social. Bref, le modèle social allemand constituait un exemple que tous les ouvriers d'Europe se devaient d'imiter. Seulement voilà, depuis peu les grèves et manifestations outre-Rhin sont venues ternir cette image de bons élèves. Les médias bourgeois n'ont eu de cesse, tout au contraire, que les présenter finalement comme irraisonnables, pourris par le luxe, paresseux et égoïstes dans la mesure où leurs revendications remettent en question une pseudo-reprise de l'activité économique mondiale. Que s'est-il passé ? Que se prépare-t-il ?

UNE MANOEUVRE DES SYNDICATS POUR SABOTER LES FUTURES LUTTES OUVRIERES

Deux ans et demi après la chute du mur de Berlin, l'ambiance n'est plus, loin s'en faut, à l'euphorie. Finies les illusions quant à la possibilité d'une réunification en douceur, les masques sont tombés ! Non seulement le chômage massif affecte de façon dramatique des millions d'ouvriers dans l'ancienne RDA, mais qui plus est, la récession mondiale vient frapper comme jamais depuis soixante ans la partie occidentale du pays. Par exemple, la kyrielle de plans de restructurations qui touchent le secteur de l'automobile, véritable symbole du dynamisme du capital germanique : 20 000 licenciements chez Mercedes, 12 000 chez Volkswagen, 6000

chez Opel, 3000 chez BMW, 500 chez Porsche. Or, si bien évidemment ces mesures concernent également d'autres branches d'activité, le prolétariat allemand a vu, dans le même temps, son pouvoir d'achat sérieusement entamé par l'inflation qu'engendre la mise en circulation de milliards de marks pour cause d'absorption de l'ex-RDA. A cela s'ajoutent les considérables augmentations d'impôts et autres taxes pour justement financer cette même réunification. Ainsi, de toutes parts les salariés sont-ils aujourd'hui attaqués, cependant, le pire reste encore à venir car le plus fort de la crise et de la misère capitaliste se conjugue toujours au futur.

Il est manifeste qu'un profond mécontentement se fait jour au sein de l'ensemble des exploités d'Allemagne, ceux-ci étant de moins en moins enclins à accepter les sacrifices au nom de la Patrie, du "Vaterland", dans une communion avec leurs exploités. L'heure n'est plus aux années 30 et c'est tant mieux !

Mais à terme, ce mécontentement a toutes les chances de se traduire en combativité ouverte du fait de l'inexorable aggravation de la crise. Chaque jour davantage dissipe les vapeurs, certes momentanées mais non moins enivrantes, de l'unification. En ces lendemains d'unité, le prolétariat allemand a la gueule de bois ! Et s'il en est qui n'ignorent pas cette inévitable reprise de la lutte des classes, c'est bien l'Etat, les patrons et leurs kapos des bagnes industriels : les syndicats.

En conséquence, face à un affrontement qu'elle ne peut esquiver, la bourgeoisie allemande prend les devants. La meilleure défense reste pour elle l'attaque et le fer de lance

de son offensive contre la classe ouvrière est la manoeuvre syndicale.

L'objectif est simple : démoraliser les ouvriers, les diviser et en dernière analyse, crédibiliser au maximum à leurs yeux ces forces d'encadrement de la lutte que sont les syndicats.

Déjà au début de l'année, le pseudo-rapport de force engagé entre les métallos et leurs employeurs allait dans ce sens. Alors que le patronat, en accord avec le gouvernement, feignait de rejeter quoiqu'il advienne toute augmentation des salaires supérieure à 5%, l'IG Metall faisait monter les enchères jusqu'à 9,5% dans le seul but de présenter la signature de l'accord salarial, topons là à 6,34%, comme une "victoire" arrachée de haute lutte. "On a gagné, on a gagné...". Foutaises, mise en scène oui ! Rappelons au passage qu'il ne s'agit pas d'augmentations ni même de rattrapages, l'inflation et les prélèvements sur salaire ayant été ces derniers temps bien supérieurs aux 6,34% soi-disant conquis. Mais surtout la bourgeoisie allemande cherche à faire passer le message suivant : "Ouvriers, luttez bien chacun dans votre coin, dans votre corporation, et pour ce qui est des accords salariaux, remettez-vous en à ces spécialistes de la lutte et de la négociation que sont les syndicalistes !"

Fin avril, début mai, c'était au tour de l'ÖTV (syndicat des services publics et des transports) dont l'égérie est la désormais célèbre Monika Wulf-Mathies, qu'incombait la tâche de passer une deuxième couche au service de la bourgeoisie (1). Jamais depuis dix-huit ans, ce puissant syndicat n'avait été contraint à la grève. Mais la base, paraît-il, en aurait décidé autrement ! Qu'en fut-il réellement ? Ici aussi, la grogne se

(SUITE PAGE 2)

RECESSION ECONOMIQUE

LA BOURGEOISIE N'A AUCUNE SOLUTION A LA CRISE DE SON SYSTEME

En célébrant les 500 ans de la découverte de l'Amérique, le capitalisme fête en réalité un demi-millénaire de sanginaire domination sur la planète. Mais ce mode de production, fondé sur l'exploitation salariale et sur la production pour le seul profit du capital, a mal vieilli. C'est un monstrueux vieillard, dégénéré, en proie aux pires convulsions de son existence qui souffle les bougies. Depuis le début des années 90, après l'effondrement des économies du "Tiers-Monde" et des capitalismes d'Etat stalinien au cours de la décennie précédente, c'est le coeur même du système qui est à nouveau plongé dans une violente récession ouverte : la troisième depuis le début des années 70.

Les "autorités économiques" de la première puissance, aiguillonnées par la perspective de la prochaine élection présidentielle, doublent les doses de médicaments pour tenter de revitaliser la décrépète "locomotive" de l'économie mondiale. Quels sont les résultats de ce nouvel acharnement thérapeutique ? Nous reproduisons ici un article d'"Internationa- lism", organe de notre section aux Etats-Unis, qui dresse un diagnostic.

LA TENTATIVE DE BAISSER LES TAUX D'INTERETS

Alors que l'année 1992 arrivait à sa fin, le Federal Reserve Board (Réserve Fédérale, la banque nationale US) s'embarquait dans une campagne pour relancer l'économie en baissant les taux d'intérêts. A travers une succession rapide de baisses du taux d'escompte et autres taux d'intérêts fédéraux, réduisant les intérêts sur les emprunts bancaires, la

Réserve Fédérale espérait que les taux d'intérêts payés par les entreprises et les consommateurs seraient poussés à la baisse, aiguillonnant la croissance dans le commerce et la production.

Les premiers résultats de cette politique n'ont pas donné de signes de relance de l'économie stagnante. Alors que les banques ont, sans aucun doute, apprécié la baisse des taux, qui peut, peut-être, leur permettre de renforcer leurs bases financières propres quelque peu chancelantes, les effets bénéficiaires ne se sont pas totalement répercutés sur le reste de l'économie.

Les banques sont entrées dans une période de difficultés quand la décennie spéculative des années quatre-vingt a pris fin. L'avalanche de faillites dans le secteur financier ne s'est pas limitée aux caisses d'épargne. Les banques commerciales ont été durement atteintes. Pour les banques - des plus puissantes des USA, comme Citibank ou Chase Manhattan, aux plus petites - faisant encore des efforts pour se stabiliser, se renforcer et assurer leur solvabilité, les changements de taux décrétés ont été un outil pour renforcer leur propre position.

Mais la réponse initiale des banques dans la répercussion des bénéfices sur l'économie générale a été quelque peu étouffée. Les taux de l'immobilier sont descendus à des niveaux jamais vus depuis les années soixante-dix. Un flot de demandes de crédits est arrivé dans les banques, en grande partie destiné à refinancer des dettes anciennes plutôt que de nouveaux achats. Bientôt, les taux des crédits immobiliers ont commencé à monter un peu.

Les taux d'intérêts sur les crédits à la consommation ont

remarquablement résisté à la baisse. Les banques prennent souvent des taux de 18% et plus sur les dettes des cartes de crédit, ce qui pèse très lourd sur les consommateurs.

Encore occupées à tenter de stabiliser leurs propres conditions financières, les banques ont été plus exigeantes dans la définition de leurs normes de crédibilité des individus et des entreprises, étouffant toute nouvelle explosion du crédit.

La Réserve Fédérale a augmenté la quantité d'argent disponible pour le système bancaire au début avril en faisant baisser de nouveau le taux d'intérêts. C'est une confirmation que les manipulations, aussi importantes soient-elles, des taux d'intérêts n'ont pas renversé la tendance économique.

UN PROFOND RECU

La récession des années quatre-vingt-dix est un enfoncement profond, reflétant l'épuisement des nombreux remèdes utilisés pour masquer une crise économique générale du capitalisme. Tandis que l'administration de Washington saisis toute prétendue amélioration ponctuelle montrant un accroissement de la création d'emplois pour un mois particulier (alors même que le nombre de chômeurs continue à augmenter), pour mettre en évidence une reprise de l'économie, il faut noter que la crise actuelle est tellement sérieuse qu'une légère amélioration temporaire d'un ou deux mois, dans le contexte d'une récession qui dure depuis plus d'un an, ne prouve pas que la crise économique soit finie.

La récession ne se limite pas à un secteur industriel particulier et vient à la suite de manipulations et tricheries, remontant aux années soixante-dix et quatre-vingt, qui, à chaque fois, laissaient l'économie fondamentalement plus faible qu'avant. Nous pouvons citer par exemple l'explosion massive des dettes des entreprises, des "junk bonds" (littéralement "actions pourries") et des achats forcés, qui ont produit des profits sur le court terme, mais ont conduit au dé-

(SUITE PAGE 2)

M2485 - 213 - 6,00 F



EMEUTES DE LOS ANGELES
(voir article page 3)

EN ESPAGNE, COMME AILLEURS, LES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES SE MULTIPLIENT

■ "Plan de convergence avec l'Europe", c'est de ce nom par où s'exhalent en même temps que la vénéreuse idéologie européaniste la puante poésie de la technocratie étatique que le prétendu gouvernement socialiste de Felipe ("el Hermoso") Gonzalez baptise le plus féroce train d'attaques contre les conditions de vie des ouvriers jamais ourdi par la démocratie espagnole depuis 1975. Cette nouvelle agression que la bourgeoisie se dispose à faire subir au prolétariat n'a en vérité de comparable que le douloureusement célèbre "plan de stabilisation" imposé par l'Etat en 1959, en pleine période de dictature franquiste.

D'ailleurs, le capitalisme espagnol n'a guère le choix. Rachitique au temps du sinistre général, il ne pouvait que voir se dégrader davantage sa position avec la réouverture de la crise économique mondiale et l'histoire de sa démocratie n'a été en dix-sept ans qu'une longue suite de mauvais coups portés à la classe ouvrière. Mais aujourd'hui, un point critique est sans doute atteint avec la brutale accélération de la crise, dont les illustrations principales sont à l'échelle planétaire la pire récession enregistrée dans l'histoire capitaliste et l'extrême exacerbation de la guerre commerciale entre les pays dits développés. Ce n'est pas l'Exposition universelle de Séville qui sortira l'Espagne de la profonde ornière où la place sa faiblesse historique particulière. Ses récents chiffres économiques, même arrangés par les statisticiens à la solde de l'Etat, sont accablants. En février dernier, le déficit commercial se montait à quelque 600 milliards de pesetas (environ 30 milliards de francs) pour les seuls douze mois précédents. La moins-value de la balance des paiements courants représente 3% du PNB, selon l'actuel pointage, et ce lamentable score place l'Espagne au peu honorifique quatrième rang mondial, après les Etats-Unis, le Canada et l'Allemagne. Sous la pression de la CEE, et d'une forte concurrence, ce pays du Sud européen s'est vu contraint de désagréger le secteur agricole, pilier traditionnel de son économie, alors même qu'il se révélait incapable de promouvoir les secteurs de pointe : le marché intérieur de l'électronique, par exemple, s'est au contraire rétracté de 5% en 1991. Le début de la récession, dans le contexte d'un endettement aggravé de l'Etat, s'est doré et déjà traduit par la faillite en chaîne d'entreprises privées ou publiques. Organisme de tutelle étatique essentiel, l'Instituto Nacional de Industria a ainsi accumulé l'an passé l'impensable chiffre de pertes de 61 milliards de pesetas et ce sont 300 firmes privées qui ont dû (notamment en Catalogne) se déclarer en cessation de paiement en une seule année (soit une progression de 30% par rapport à l'exercice de référence antérieur) tandis que les suppressions d'emplois croissaient de 50%. Obligé de sacrifier les "canards boiteux" avec le problème espoir de dégrader les subsides financiers nécessaires au soutien de ses ultimes bastions compétitifs, le capital espagnol s'est résolu à une désindustrialisation importante de régions entières telles que les Asturies, la Galice et la Cantabrie, dans le nord de la péninsule ibérique.

Ces consternants résultats, la bourgeoisie espagnole n'a bien entendu pu les atteindre qu'au prix d'une considérable pression sur la classe ouvrière tout au long des années 1990 et 1991. A cet égard, quelques données provenant de sources officielles (autrement dit enjolivées) sont terriblement parlantes : 41% seulement de la population en âge de travailler disposent d'un emploi réel (encore faut-il défalquer de ce

pourcentage les six millions de personnes sous contrat d'embauche à durée déterminée - et à rémunération diminuée); un salaire minimum "garanti" figé autour de 56 000 pesetas (à peu près 2800 F) par mois; 50% à peine de chômeurs secourus par une allocation (et pas même l'existence d'une version indigène du RMI français, si ridicule soit-il), etc.

Eh bien, cet appauvrissement dramatique de la classe ouvrière déjà réalisé ne suffit pas au capitalisme espagnol en voie de naufrage. C'est pourquoi l'administration de Gonzalez, envisageant à juste raison une situation économique encore plus grave dans les années 1993-1996, a concocté son fameux "plan de convergence". Celui-ci prévoit en fait un million supplémentaire de suppressions d'emplois dans tous les secteurs d'activité, même s'il déguise cette intention en parlant de "réforme du marché du travail", de "flexibilité" des postes ou autres "mobilisations géographiques et fonctionnelles", tous boniments qui ne trompent d'ailleurs plus personne. Cette attaque forcée contre l'embauche s'accompagne bien sûr d'une révision totale de l'équivalent espagnol du régime français de l'UNEDIC dans le sens de l'aggravation des conditions d'octroi de l'allocation de chômage ainsi que de la réduction de la durée et du taux de celle-ci. Par ailleurs, le même plan, tout ce qu'il y a de socialiste, comme on le voit, programme une draconienne amputation de l'indemnisation des soins de santé par l'augmentation du ticket modérateur et le retrait des analgésiques du nombre des médicaments remboursés; il préconise en même temps un "dégraissage" des populations hospitalisées.

Le prolétariat, en Espagne encore moins que dans d'autres pays d'Europe, n'a pas trente-six solutions. Il lui faut absolument riposter par sa lutte de classe à l'agression sauvage du capitalisme. Les ouvriers peuvent bien mesurer aujourd'hui tout ce qu'a coûté à leurs conditions de vie depuis deux à trois ans le passage à vide de leur combativité. De celui-ci, la bourgeoisie espagnole, c'est certain, a profité exploitant au maximum les faiblesses corporatistes de la classe ouvrière telles qu'elles se sont par exemple manifestées au cours des conflits de la fin de l'hiver chez les mineurs des Asturies, les conducteurs de bus EMT à Madrid ou encore les employés des services de nettoyage dans la même ville. Bien que toutes ces grèves aient été facilement vaincues, grâce du reste au concours actif des syndicats qui les ont précipités dans le piège de l'isolement régionaliste en Cantabrie comme dans les Asturies, elles expriment sans conteste une remontée en puissance du mécontentement ouvrier. Si le prolétariat n'a pas encore recouvré toute la confiance dans sa propre force, la bourgeoisie, quant à elle, ne doute pas qu'il reprenne bientôt le chemin des luttes massives. C'est pourquoi, dans le même temps que le gouvernement élabore son nouveau plan anti-ouvrier, on voit la centrale syndicale stalinienne, les CCOO, ainsi que sa comparse "socialiste", l'UGT, passer un compromis, en avril, pour faire en sorte que les grèves "ne coïncident pas dans les secteurs essentiels et aux dates clés". Quand les valets syndicalistes de l'Etat font assaut d'un tel zèle, c'est que la reprise des luttes ouvrières contre la dictature capitaliste est, sinon toute proche, du moins prévisible.

Sonia.

LES SYNDICATS DEFENDENT LES INTERETS DU CAPITAL, PAS CEUX DES OUVRIERS

(SUITE DE LA PAGE 1)

généralise, mais les "bonzes" syndicaux ont su faire les premiers pas. Et toujours le même scénario qui consiste à faire monter la barre des augmentations de salaires très haut, 9,5%, le tout étant bien sûr déjà négocié en coulisses avec le gouvernement. Mais cette fois, la manoeuvre s'est faite plus bruyante encore, dans la mesure où ils n'ont pas hésité à faire débrayer onze jours durant les ouvriers. Partout dans le pays, les caméras nous ont montré les bus et les trains qui cessaient de rouler, les avions cloués au sol, le courrier entassé dans les bureaux de poste et les ordures qui s'amoncelaient. Pourtant ce ne sont pas les ouvriers qui ont choisi le moment de la confrontation mais bel et bien les centrales syndicales. En nombre d'endroits, les syndicats ont pratiquement "lock-outé" les ouvriers et les ont placés immédiatement devant l'alternative suivante : soit ne recevoir aucune rentrée financière durant la grève, soit rejoindre de suite le syndicat pour obtenir de l'argent émanant de la caisse syndicale, c'est-à-dire 30% du salaire. Partout les ouvriers ont été surpris par le radicalisme de ces derniers.

Dans le même temps, pour ne pas "éprouver le trésor de guerre" et surtout pour mieux diviser les prolétaires, tout en faisant beaucoup de bruit, la vieille tactique de la grève tournante était à l'ordre du jour. Chacun dans son coin et chacun son tour. Une fois cette démonstration prétendument musclée, bien étalée à la face de tout le monde, Etat et patronat, un "genou à terre", se voyaient obligés de "reculer" et de "céder" devant cette "formidable" poussée de la classe ouvrière et de ses représentants.

Alors que les employeurs avaient juré leurs grands dieux de ne pas aller au-delà de 4,8%, finalement "sous la pression", ils accordaient 5,4% de majorations salariales. Vraiment, même le solide Helmut s'en trouvait ébranlé. Foutaises ! Encore une fois le seul dessein que vise la classe capitaliste, c'est renforcer l'image combative des flics syndicaux.

Sur un plan autre que le renforcement de son dispositif d'encadrement et de division par secteur de la classe ouvrière, la bourgeoisie teutonne cherche également à accentuer la concurrence entre prolétaires de l'ex-RDA et de l'ex-RFA. Ainsi les syndicalistes eux-mêmes se sont fait les porteparole de cette séparation. Comme le déclarait Théo Röhrig, président d'IG Metall-Cologne : "Il arrive un moment où l'on ne veut plus entendre parler de partage". En un mot "faïnénants de l'Est, parvenus, on ne veut pas payer pour vous !". Dans la grève, aucune allusion n'était faite à leurs conditions de travail alors qu'ils ploient sous le chômage et qu'ils touchent en moyenne 60% du salaire de ceux de

l'Ouest.

Bien sûr, vis-à-vis cette fois des ouvriers de l'Est, la bourgeoisie pouvait retourner l'argument en disant ceci : "Vous voyez à l'Ouest, ce n'est qu'une bande d'égoïstes qui ne veut pas prendre en considération vos difficultés. D'ailleurs, s'ils obtiennent satisfaction votre sort va encore s'aggraver !". En filigrane donc, bourgeois et syndicalistes parvenaient à faire de tout ce remue-ménage une affaire germano-germanique, divisant ouvriers de l'Ouest et de l'Est. En un mot, un poison.

UN "EXEMPLE" QUE LA BOURGEOISIE VOUDRAIT VOIR IMITE PAR TOUS LES OUVRIERS DU MONDE

Lorsque la classe ouvrière allemande entre en lutte, tous les regards sont fixés sur elle. Or cela, les bourgeoisies française, anglaise, et toutes les autres d'ailleurs, le savent pertinemment. De fait, parce que le principal enseignement de ces luttes que les exploiters voudraient nous voir tirer étant : "on peut compter avec les syndicats", ces événements ont été largement médiatisés bien au-delà des frontières du pays dans lequel ils se sont déroulés. Nul n'est censé ignorer que des grèves s'y sont passées avec des ouvriers bien disciplinés, derrière leurs syndicats. A tous il nous a été donné de voir ces ouvriers lutter avec méthode, avec leur petit habit rouge sur lequel était écrit "Wir streiken", ce qui veut dire "nous sommes en grève". Ah, ces ouvriers allemands jusque dans la lutte, quelle rigueur, et la preuve ça marche, ils ont obtenu gain de cause. Décidément, un exemple à suivre. Non, mille fois non, rien n'est plus vicieux, rien n'est plus mensonger !

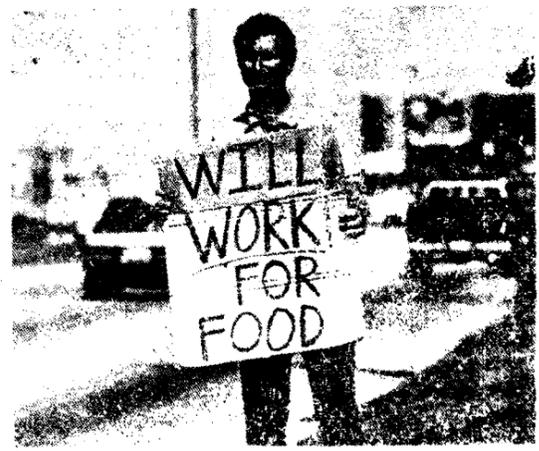
Quand bien même les récentes luttes en Allemagne traduisent-elles un mécontentement qui ne pourra aller qu'en s'amplifiant, elles sont fondamentalement l'occasion pour la bourgeoisie d'un extraordinaire battage idéologique dirigé contre toute la classe ouvrière. Les exploiters saisissent en effet le manque d'expérience de nos frères de classe allemands pour redorer ici le blason crasseux des syndicats.

Non, il nous appartient plus que jamais de dénoncer toutes ces manoeuvres dont le seul but est de briser partout la confiance du prolétariat en lui-même, et de le défaire paquets par paquets.

Greg.

(1) Souvenons-nous qu'entre-temps le syndicat des sidérurgistes a réussi par la seule "voie de la négociation", sans avoir eu donc besoin de recourir à la grève, à obtenir 6,4% d'augmentation. Vraiment, "merci" les syndicats...

RECESSION ECONOMIQUE



"Je veux du travail pour manger"

(SUITE DE LA PAGE 1)

membrement et à la banqueroute d'entreprises immenses ainsi qu'à des licenciements.

Aujourd'hui, les entreprises industrielles ne sont pas engagées dans des licenciements saisonniers ou des réductions de production à court terme dans le but de gagner du temps jusqu'à la vente des stocks excédentaires. Le type de licenciements que nous voyons aujourd'hui à General Motors, IBM ou DEC et autres grandes entreprises, représentent la disparition définitive d'emplois tandis que les installations manufacturières sont fermées pour toujours. Des centaines de milliers d'emplois disparaissent.

Avec la disparition de la machine d'Etat de l'URSS et sa menace militaire globale, il devait y avoir des "dividendes de la paix" qui auraient restauré la santé de l'économie. Ces derniers temps, il est devenu clair que ces "dividendes de la paix" vont nuire à l'économie, provoquant des licenciements dans l'industrie d'armement et un flot de centaines de milliers de soldats qui vont être rejetés sur le marché civil du travail.

Cette récession n'est pas prêt de prendre fin.

CETTE RECESSION EST INTERNATIONALE

Quand les représentants des gouvernements du groupe des Sept (les sept principales puissances économiques) se sont rencontrés cet hiver, ils ont publié un communiqué : "Les ministres et chefs d'Etat ont exprimé leur préoccupation du fait que l'activité économique s'est ralentie depuis leur dernière réunion."

Cet euphémisme est remarquable, alors que l'on fait face à une récession internationale stupéfiante. La puissance économique la plus forte d'Europe, l'Allemagne, est maintenant en récession. La fin du "boom" qui a suivi la réunification avec l'Allemagne de l'Est (qui coûte maintenant des dizaines de millions de marks) et la contraction du marché américain (le plus grand du monde) a laissé l'économie allemande dans le marasme.

L'économie japonaise, qui réalise plus du tiers de ses exportations vers les USA, descend la pente. La production d'acier, en 1991 a chuté de 14,8%, et la production industrielle de 13,9%.

La Grande-Bretagne est entrée en récession depuis plus d'un an et demi. La production a baissé de 2,5% l'année dernière et le chômage augmente. Le Canada est entré en récession avant la Grande-Bretagne. La faiblesse économique de l'Italie s'exprime par le déclin de 2,1% de la production l'année dernière. La France entre aussi en récession. Ses principales exportations commerciales avec l'Allemagne (environ 1/6 de toutes les exportations françaises) qui avaient permis à son économie de rester à flot, sont touchées par la chute de l'Allemagne.

LA CLASSE DOMINANTE NE PEUT PAS ASSAINIR L'ECONOMIE

Avec l'effondrement de l'ex-superpuissance, l'URSS, le bloc dirigé par les USA a disparu - sa "raison d'être" ayant disparu. Les USA ne peuvent plus imposer leur volonté aux autres puissances économiques principales. Le ministre allemand a clairement résumé les résultats de la réunion de cet hiver du groupe des Sept quand il a rapporté que les participants étaient d'accord pour dire que chaque pays doit chercher ses propres réponses en matière de politique fiscale, financière et monétaire et que rien ne peut leur être imposé.

Les enjeux économiques sont énormes et la tendance va être de plus en plus à l'exacerbation de la guerre commerciale. L'incapacité des pourparlers du GATT à dégager un accord de régulation du commerce international est l'indicateur des difficultés à venir sur le plan du commerce international. La crise s'approfondissant, la pression pour les barrières douanières va augmenter ... exacerbant à son tour les problèmes économiques.

Eric Fischer.

LISEZ LE MANIFESTE DU 9e CONGRES DU CCI

**"Révolution communiste
ou
destruction de l'humanité"**

(Disponible sur commande : 3 F.)

EMEUTES DE LOS ANGELES

L'HORREUR DU CAPITALISME EN PLEINE DECOMPOSITION

■ Cinquante-huit personnes tuées, 2323 autres blessées, 11 824 interpellations par la police, 717 millions de dollars de dégâts, 10 000 maisons particulières ou magasins détruits ou endommagés. Tel est le bilan de trois jours et nuits d'une flambée de violence mêlant, dans une confusion extrême, les agressions à caractère raciste (des Noirs vis-à-vis des Latino-américains ou des Blancs), les pillages organisés et l'action ouverte des gangs armés, les pillages spontanés de la population totalement déshéritée s'engouffrant, toutes races confondues, dans les supermarchés éventrés, l'autodéfense meurtrière des petits commerçants protégeant leur bien et la répression sauvage de la police barrant l'accès aux quartiers bourgeois à l'aide des fusils antiémeutes.

LA DECOMPOSITION DU CAPITALISME AU COEUR DE LA PREMIERE PUISSANCE MONDIALE

La cause profonde de ces événements est l'approfondissement et la généralisation de la misère à tout le pays depuis le début des années 80, et son accélération brutale depuis le début des années 90 résultant de la récession ouverte qui frappe les Etats-Unis. Ainsi, ce sont actuellement 23 millions de personnes qui vivent avec des bons de nourriture auprès des soupes populaires, et plus de 30 millions qui ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté. En plus de celles-là, 37 autres millions ne peuvent s'acheter aucune protection sociale. Une partie de la classe ouvrière se trouve de ce fait réduite à la clochardisation. Faute de pouvoir se payer un logement, une fraction importante du prolétariat est sans abri, contrainte de dormir sur les trottoirs, dans des voitures, ou dans les cinémas pornos parce que les seuls endroits restant ouverts la nuit.

Les Noirs sont les plus affectés par la pauvreté. C'est ce qui explique pourquoi le taux de mortalité de leurs enfants est deux fois plus élevé que chez les Blancs, ou encore pourquoi ils figurent au premier rang des statistiques de la délinquance (la principale cause de décès des hommes de cette couleur dans la tranche d'âge des 15-34 ans est l'homicide; en 1989, 23% des individus entre 20 et 29 ans se trouvaient en prison ou en liberté surveillée).

Dans les ghettos des grandes villes, souvent à majorité noire, se sont constituées de véritables poches d'une misère sordide. L'accumulation de celle-ci, depuis des années, a conduit à une putréfaction de la vie sociale, se traduisant dans le comportement individuel par le développement forcé de chacun pour soi, et de la haine raciale, par la fuite effrénée dans la folie et le suicide à travers l'usage de drogues de plus en plus dures, et, dans les relations si l'on peut dire civiles, par la loi de la jungle, le poids croissant de l'autorité des gangs qui se font la guerre pour le contrôle des quartiers. Los Angeles est probablement la ville du monde où la décomposition a investi le plus profondément toute la vie sociale : plus de 100 000 jeunes, appartenant à des mafias, se répartissent le commerce au détail de la drogue et, armes au poing, se disputent la mainmise sur les rues. Ainsi, la lutte des gangs y a-t-elle provoqué la mort de 700 personnes en 1991.

La décomposition de la vie de la société n'est pas une particularité de Los Angeles, ni des USA, contrairement à ce que sous-entend la bourgeoisie française. Bien que ce soit dans des proportions différentes, elle affecte tous les pays du monde, et il suffit de regarder du côté des pays de l'Est ou du Tiers-Monde pour se rendre compte des ravages qu'elle exerce sur l'ensemble de la planète. De même, certaines de ses manifestations caricaturales, telle la consommation de drogues dures chez les jeunes générations, qui pouvait autrefois faire figure de spécificité américaine, font aujourd'hui leur apparition dans tous les pays d'Europe.

Comme nous l'avons déjà mis plusieurs fois en évidence (notes 1 et 2), la multiplication des phénomènes de la décomposition devient une donnée majeure de la société bourgeoise et caractérise la phase actuelle de pourrissement sur pied du capitalisme. Celui-ci ne se limite pas à la dégradation irréversible de la vie sociale, mais se présente comme une désagrégation générale de la société, résultant de l'accumulation pendant deux décennies de toutes les caractéristiques du capitalisme décadent, exacerbées par l'enfoncement dans la crise économique : guerres et massacres aux portes des grands pays développés, populations entières menacées de disparition par les famines en Afrique, massacres interethniques dans les ex-républiques soviétiques, épidémies, destruction de l'environnement, catastrophes ferroviaires, aériennes, etc.

L'EXPRESSION DE LA FAILLITE DU CAPITALISME UNE MENACE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Ainsi, c'est parce qu'ils sont une manifestation typique de cette décomposition et qu'ils interviennent dans le pays industrialisé le plus puissant de la planète, aux portes de la Silicon Valley, région où se trouve concentrée la technologie la plus avancée du monde, que la situation des ghettos de Los Angeles et les événements dont ils ont été le théâtre constituent une illustration édifiante du caractère insurmontable des contradictions que porte en lui le capitalisme et de sa faillite en tant que mode de production.

Une telle situation de pourrissement de la société constitue également un danger pour la classe ouvrière : "Plus le capitalisme va s'enfoncer dans sa propre décadence, plus il va prolonger son agonie, moins la classe ouvrière des pays centraux sera épargnée par tous les effets dévastateurs de la putréfaction de ce système."

Ce sont en particulier les nouvelles générations de prolétaires qui sont aujourd'hui directement menacées par ce danger de contamination qui gangrène toutes les couches de la société. Le désespoir menant au suicide, l'atomisation, la débrouille individuelle, la drogue, la délinquance et tout autre phénomène de marginalisation - telle la clochardisation des jeunes chômeurs, qui n'ont jamais été intégrés dans le processus de production - sont autant de fléaux qui risquent d'exercer une pression vers la dissolution et la décomposition du prolétariat et, partant, d'affaiblir ou même de remettre en cause sa capacité à réaliser sa tâche historique de renversement du capitalisme (2).

La situation d'une ville comme Los Angeles apparaît condenser tous les effets négatifs que la décomposition fait peser sur la classe ouvrière. Ces émeutes ont seulement ac-

centué certains d'entre eux. Les lynchages de Blancs ou de Latino-américains par des Noirs, mais aussi le fait que bien des boutiques qui n'ont pas été incendiées portaient l'inscription "propriétaire noir" ont sans conteste participé à alimenter une tendance déjà croissante au développement du racisme dans l'ensemble du pays. Or, celui-ci est un puissant facteur de division des rangs ouvriers.

Ces événements ont également, à un niveau plus immédiat, concouru à "pousser" la réflexion que suscite immanquablement dans la classe ouvrière la faillite économique du système, particulièrement patente à travers les licenciements massifs. En effet, ils influencent nécessairement cette réflexion dans le sens de penser que des conditions de vie de plus en plus difficiles, en particulier pour la fraction de la classe ouvrière qui se trouve au chômage, au lieu de pousser à la lutte contre le système qui en est responsable, ne peuvent qu'engendrer la violence aveugle et barbare.

La bourgeoisie, à travers ses médias, s'est évidemment appliquée à amplifier le message négatif que ces événements en eux-mêmes délivrent à la classe ouvrière.

LA BOURGEOISIE A PROVOQUE AU MOMENT ET DANS LES CONDITIONS DE SON CHOIX UN EVENEMENT DE TOUTE FAÇON INEVITABLE

L'utilisation idéologique de ces faits contre la classe ouvrière nous montre une fois de plus que, si la bourgeoisie est évidemment impuissante à enrayer la décomposition de son système, cela ne signifie pas pour autant qu'elle ne fasse que la subir.

Des émeutes de la misère étaient et demeurent inévitables aux USA. La bourgeoisie avait d'ailleurs parfaitement conscience que "l'incendie couvait", selon les termes employés le 26 mars par le sénateur démocrate du New Jersey. Si elle ne détenait pas le pouvoir d'en empêcher l'irruption, elle s'est par contre donné les moyens de faire en sorte que celle-ci se produise au moment et dans les conditions où ça l'arrangeait le mieux. Ainsi, toute la publicité faite autour du procès des flics qui avaient sauvagement tabassé l'automobiliste noir Rodney King répondait en réalité au dessein d'accroître la tension dans le ghetto de Los Angeles, et le verdict d'acquiescement a constitué une véritable provocation destinée à mettre le feu aux poudres. La suite des événements confirme qu'il s'est agi d'une manœuvre de la bourgeoisie, celle-ci laissant carrément le champ libre à la formation et à la propagation de l'émeute à l'intérieur du périmètre du ghetto de South Central, totalement déserté par les forces de l'ordre lorsque fut prononcé le verdict. Plus tard, des responsables de la police, questionnés sur cette absence mystérieuse, s'en expliquèrent en invoquant une série de défections matérielles et humaines. Qui peut croire au caractère circonstanciel de ces manquements s'agissant de l'appareil répressif de la bourgeoisie la plus puissante, la mieux renseignée et certainement la mieux équipée pour faire face à ce type de situation. On peut d'autant moins y croire que les forces de police avaient, les jours précédents, été mobilisées en nombre, justement en prévision d'un verdict dont la bourgeoisie avait évidemment déjà décidé qu'il serait scandaleusement provocateur. D'ailleurs, les quartiers bourgeois de Beverly Hill et de Hollywood furent quant à eux solidement protégés par des dispositifs de police équipés de la panoplie complète antiémeutes. C'est ce qui explique que la richesse opulente des ces districts n'ait pas été prise en cible par les émeutiers et que la violence ait ainsi été canalisée et libérée dans des affrontements barbares au sein de la population des ghettos où se mêlent la pègre, le sous-

prolétariat, certaines fractions de la classe ouvrière au chômage et la petite-bourgeoisie commerçante.

La bourgeoisie retire de cette manœuvre deux types d'avantages. Les premiers consistent en ceci que, la tension étant retombée au sein du ghetto de Los Angeles, et désamorcée dans ceux des autres métropoles américaines, se trouve ainsi diminué, pour un certain temps, le risque d'éclatement de nouvelles émeutes, prenant par surprise la bourgeoisie, échappant à son contrôle, s'attaquant aux quartiers bourgeois pour les piller et les saccager, et cela dans plusieurs villes simultanément. Une telle éventualité, qui est effectivement contenue dans la situation d'appauvrissement brutal d'une grande partie de la population aux USA, requérant de la part de l'Etat une répression inouïe pour rétablir l'ordre, bien qu'elle ne participe évidemment en rien de faire avancer la lutte de classe, ne fait pas pour autant l'affaire de la bourgeoisie, tout au contraire, en particulier en pleine période électorale.

Les seconds avantages pour la bourgeoisie se situent au niveau idéologique contre la classe ouvrière. Nous en avons déjà évoqué les aspects liés à la décomposition. Un autre trait, essentiel, concerne la relance de la fausse opposition droite/gauche que ces événements permettent d'opérer, et qui trouve une chambre d'écho dans l'actuelle campagne électorale. La situation de quasi guerre civile à Los Angeles alimente en "thèmes sociaux" les démocrates qui, par la bouche de leur gouverneur de l'Arkansas, peuvent se livrer à une analyse "radicale" des émeutes en déclarant que "les gens pillent parce qu'ils ne font plus partie du système". L'action "politique" des démocrates s'est promptement trouvée renforcée par l'entrée en scène des syndicats, sur les lieux de travail. Ainsi, le 4 mai, ils ont entraîné dans la grève, sur le terrain interclassiste de l'antiracisme, la moitié des 28 000 employés municipaux de Washington.

La boucle est bouclée, et confrontée à un véritable raz de marée de licenciements, la classe ouvrière se voit proposée comme fausse solution à la misère et aux émeutes auto-destructrices l'électorisme et le syndicalisme, c'est-à-dire les pièges qui ont affaibli sa lutte pendant des années.

Même acculée par les contradictions de son système responsable de toutes les calamités qui s'abattent sur l'humanité, la bourgeoisie nous montre, une fois de plus, qu'elle est capable des pires machinations pour maintenir son ordre. La classe ouvrière doit donc le plus possible prendre conscience qu'elle va devoir développer sa lutte contre un ennemi qui, de lui-même, n'abandonnera jamais sa domination sur la société, fût-ce au prix de la pire barbarie qu'engendre chaque minute supplémentaire de cette domination.

Si seule, évidemment, la victoire de sa lutte révolutionnaire est capable de mettre définitivement un terme au capitalisme et au pourrissement actuel de la société, déjà, le développement de ses combats de classe par le prolétariat, avec ses propres méthodes de lutte, contre les attaques de la bourgeoisie constituera un antidote aux effets de la décomposition pour de larges franges de la classe ouvrière, en leur évitant de sombrer dans le désespoir, l'individualisme, la délinquance et le néant. Pour toutes ces raisons, la lutte de classe est le seul avenir du prolétariat.

M.

(1) "La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme", dans "Revue internationale", n°62, et "Le capitalisme pourrissant menace la survie de l'humanité", dans "Révolution Internationale" n°211.

(2) "La décomposition du capitalisme", dans "Revue internationale", n°57.

MASSACRES A BANGKOK

Encore une fois les prolétaires paient chèrement leurs illusions sur la démocratie

■ Trois jours durant, la Thaïlande, ce petit paradis pour touristes, ce prétendu "îlot de civilisation et de croissance" dans une péninsule indochinoise ravagée depuis cinquante ans par les guerres, le sous-développement et la misère, a été le théâtre d'un véritable carnage. La sauvagerie avec laquelle l'Etat thaï, "en voie de démocratisation", comme disent les médias, et fort d'une nouvelle constitution censée moraliser les moeurs de la classe politique, a réprimé les manifestations antigouvernementales du 17 mai, ne constitue qu'un épisode tragique de plus du pourrissement sur pied du capitalisme partout dans le monde.

Des scènes d'une barbarie inouïe, des soldats tirant dans les tas sur les foules rassemblées, piétinant les corps de leurs victimes, blessées, tuées ou prisonnières, poursuivant et fauchant à l'arme automatique les fuyards, les rattrapant dans les bâtiments où ils tentaient de se réfugier, arrêtant des milliers de jeunes adolescents emmenés comme du bétail dans les camions militaires pour être "interrogés". Bilan : plus de cent morts, des centaines de blessés, plus de 3000 arrestations, des chiffres certainement en dessous de la réalité, quand on sait que les militaires eux-mêmes se chargeaient d'évacuer et de faire disparaître les cadavres jonchant le sol.

Si l'on en croit les médias et les hypocrites cris d'indignation des chancelleries occidentales, il faudrait encore une fois compter les victimes de ce carnage parmi les martyrs de la grande et noble cause de la "démocratie" contre l'infâme "totalitarisme". Mais derrière toutes ces grandes phrases sur l'idéal "démocratique", dont on nous rebat les oreilles à tout bout de champ, il y a une fois de plus la sordide réalité, comme à Tien An Men en 1988, comme à Bucarest en décembre 1989, de l'affrontement entre cliques bourgeoises qui se disputent le pouvoir et pour qui les foules de manifestants ne sont que de la masse de manœuvre, de la chair à canon.

Qui peut nous dire ce qui distingue le général Suchinda - hier "ami des occidentaux" et intermédiaire diplomatique des Etats-Unis dans le règlement de l'imbroglio cambodgien et aujourd'hui désigné du doigt comme le "boucher de Bangkok" par les bonnes âmes de "Libération" et du "Monde" - du chef du "mouvement démocratique", leader de l'opposition, le général (lui aussi!) Chamlong Srimuang, ou encore de cet autre général, ancien premier ministre et rival de Suchinda à la tête de l'armée, Chavalit Yongchayut, qui ont été à l'origine de l'appel à la manifestation du 17 mai exigeant la

démission du premier ministre et qui a dégénéré en affrontements sanglants ? Ils sont, c'est de notoriété publique, tous gangrenés par une corruption gigantesque où le principe de toute campagne électorale consiste à arroser les villages de billets de banque pour s'assurer un poste de député ou de ministre. Dans un pays où, comme dans la plupart des pays sous-développés, seule l'armée est capable d'assurer la gestion de l'Etat capitaliste, l'armée elle-même s'entredéchire pour le pouvoir, manifestation de plus de la décomposition de la classe capitaliste elle-même.

Aujourd'hui l'opposition dite "démocratique" semble avoir gagné. Les foules sans armes qu'elle a lancé au casse-pipe en face de la sauvage répression de la troupe gouvernementale lui ont assuré la victoire. Pour les prolétaires illusionnés par la mystification démocratique qui se sont laissés entraîner sur ce terrain de l'affrontement entre cliques bourgeoises, il ne reste que ces centaines de victimes pour rien et la promesse, avec le nouveau gouvernement à venir, de continuer à subir la misère et la mitraille dont est synonyme la dictature du capital.

PE

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimale de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

Paris (réunion publique du 16 mai) : Ph : 239 ; Fo : 64 F ; RL : 20 F ; Do : 20 F ; CM : 50 f ; Jim : 20 F ; S : 20 F ; Lrce : 20 F ; JPD : 50 F ; Pé : 20 F ; St : 20 F ; Al : 15 F ; Ra : 50 F ; M : 50 F ; Mo : 50 F ; Av : 20 F ;	Tours (permanence du 25 avril) : CL : 25 F ; EVE : 50 F ; D. (Rouen) : 300 F, Fo (Marne la Vallée) : 100 F., TOTAL : 1203 F.
---	--

RESOLUTION SUR LA SITUATION EN FRANCE

1 La situation en France confirme et s'inscrit pleinement dans le cadre de la situation internationale sur les plans essentiels des tensions impérialistes et du chaos mondial, de la crise économique et de la lutte de classe. En effet, sur le plan impérialiste, avec la tendance générale au "chacun pour soi", avec la dissolution de fait du bloc occidental, la France a perdu les "garanties de stabilité" de son rang dans le monde qui découlaient du rôle spécifique qu'elle avait au sein de ce bloc, et elle se trouve happée dans la dynamique générale de chaos amplifiée par la tendance à la formation de nouveaux blocs. Elle subit de plein fouet, à l'instar de tous les autres pays du cœur du capitalisme, les effets dévastateurs de la crise économique mondiale et doit affronter une guerre commerciale de plus en plus déchaînée. La lutte de classe y a été marquée, avec la même profondeur que dans les autres pays d'Europe Occidentale; par le recul de la conscience dans la classe et la paralysie de la combativité ouvrière.

C'est dans ce cadre global qu'il faut donc appréhender les spécificités du capital national et de la bourgeoisie en France imprimant leurs marques sur les orientations et options de la politique impérialiste de ce pays, sur sa capacité à affronter la guerre commerciale, de même que sur les conditions que va trouver la classe ouvrière pour le re-développement de ses luttes.

2 La politique impérialiste de la France est caractérisée par le fait qu'elle fait partie des "grands" tant au niveau de sa place sur le plan économique (quatrième exportateur mondial) qu'au niveau de sa puissance militaire et par la possession de zones d'influence stratégique particulièrement en Afrique. Mais en même temps, elle ne peut revendiquer une place de tout premier plan et rivaliser ni avec les USA bien sûr, ni même avec l'Allemagne dont la puissance économique et l'influence en Europe la surpassent largement.

Dans la situation ouverte par la disparition des anciens blocs, et pour défendre au mieux ses intérêts dans le monde, la France ne peut que chercher à marchander son alliance entre Washington et Berlin. Si, à l'heure actuelle, elle se range plutôt aux côtés de l'Allemagne, c'est essentiellement parce qu'elle compte en tirer beaucoup plus qu'en se ralliant aux USA (avec ces derniers elle ne peut accéder qu'à une place de second lieutenant derrière la Grande-Bretagne). Dans ce but, la France cherche à exploiter ses avantages sur son puissant allié tant sur le plan des armements (vente de matériel militaire sophistiqué comme le "Rafale", mise en place de projets militaires communs) que sur celui des positions géostratégiques (accéder à la Méditerranée). Cependant l'impérialisme français est contraint en même temps de se protéger des appétits de l'Allemagne, appétits d'autant plus redoutables que celle-ci est un pays voisin qui a longtemps été l'un de ses principaux rivaux. A cette fin, il essaie de contenir la montée en puissance de cet "allié" d'aujourd'hui en cherchant à le brider dans le carcan de la CEE (c'est pour cela, et parce que c'est le cadre dans lequel elle espère pouvoir exprimer ses ambitions, que la France est actuellement le défenseur le plus décidé de l'Europe) ou d'y faire contrepoids en jouant circonstanciellement la carte des USA (comme au début de la crise yougoslave).

Ce qui marque donc (et qui marquera encore plus à l'avenir) la politique d'alliance impérialiste de la France, c'est l'instabilité et l'insécurité qui l'accompagne inévitablement.

L'option pro-allemande a déjà valu à la France les représailles des USA au Tchad et en Algérie (ce qui l'a amenée à réagir énergiquement pour défendre ces positions, importantes pour elle), de même qu'elle avait déjà été punie, par son éjection du Moyen-Orient, pour les velléités d'indépendance vis-à-vis de l'autorité américaine qu'elle avait exprimées lors de la crise du Golfe. Demain, les USA n'auront aucune hésitation à employer tous les moyens pour la déposséder d'autres zones d'influence, en particulier en réduisant au maximum sa marge de manoeuvre en Méditerranée et l'éjectant de la corne de l'Afrique.

Quelles que soient les péripéties qui marqueront le jeu des alliances, la bourgeoisie française est parfaitement consciente qu'elle ne pourra pas faire l'économie d'une participation directe sur le terrain à de futures confrontations impérialistes. C'est pour cela qu'elle se prépare dès à présent aux besoins de celles-ci, tant en ce qui concerne la nécessaire adaptation d'une partie de son armement, que l'implication

future du contingent qui constitue une pièce maîtresse du dispositif militaire français.

3 La situation économique de la France, déjà actuellement difficile, va considérablement s'aggraver, du fait bien sûr de la crise mondiale, mais également pour les raisons plus particulières suivantes :

- le tarissement de débouchés dont elle avait pu bénéficier et constitués par la reconstruction de la partie Est de l'Allemagne;

- la perte d'importants marchés militaires, au Moyen-Orient en particulier, où les USA se sont accaparés depuis la guerre du Golfe la grande majorité des débouchés militaires dans la région;

- la tendance à l'affaiblissement de sa compétitivité face à ses principaux concurrents qui va peser plus lourd dans un contexte de guerre commerciale exacerbée. Celle-ci résulte des facteurs suivants :

- la faiblesse du tissu industriel français qui est le produit de la façon dont historiquement le capital français s'est développé et maintenu à travers ses chasses gardées coloniales, le dispensant ainsi des efforts d'industrialisation plus poussés que d'autres pays comme l'Allemagne déployaient;

- l'accident électoral de 81 qui n'a pas permis à la bourgeoisie française, dans les premières années du gouvernement de gauche, sous peine que celui-ci se discrédite trop rapidement, d'attaquer la classe ouvrière au niveau requis. Il en a résulté pendant cette période un effort insuffisant d'investissements, et progressivement, au cours des années 80, un retard relatif du capital national. Pendant la seconde moitié des années 80, une exploitation accrue de la force de travail a en partie permis à la bourgeoisie française de compenser le handicap d'un rendement moindre du capital mais, cependant, la différence avec les autres capitaux nationaux ne fera que s'accroître, alors que la conjoncture ne permet évidemment pas de rattraper le retard dans les investissements.

Afin de résister au mieux dans la guerre commerciale, la France va être amenée à défendre de façon encore plus acharnée ses alliances commerciales actuelles et même à en contracter de nouvelles, parfois circonstanciellement, comme on peut le voir déjà aujourd'hui quand elle joue :

- la carte allemande contre les USA au sein du programme Airbus,

- l'Europe contre le Japon ou la Grande-Bretagne dans la construction automobile,

- l'alliance avec l'Allemagne (en contrepartie d'avantages stratégiques déjà évoqués) pour défendre sa production agricole contre l'offensive américaine sur ce plan,

- l'Europe (et les USA) contre la politique des taux d'intérêts de l'Allemagne.

4 La situation de la lutte de classe en France depuis ces deux dernières années n'a pas présenté de spécificité, par rapport à la dynamique générale dégagée au niveau international, et cela tant en ce qui concerne le recul dans la conscience que l'absence de combativité, malgré des attaques considérables de la part de la bourgeoisie française, en particulier sous la forme de licenciements. Aux événements mondiaux et aux campagnes de la bourgeoisie qui sont à l'origine de cette situation, il faut ajouter l'utilisation par la classe dominante d'une stratégie mise en place dans plusieurs pays d'Europe visant à déclencher des luttes prématurées afin d'accroître le désarroi de la classe ouvrière. Cette stratégie, dont la situation en France a fourni un exemple très significatif, s'est traduite à l'automne 91 par toute une série de grèves (infirmières, Renault) orchestrées par les syndicats, le PCF et les gauchistes en collusion avec le gouvernement.

Cependant, sans que l'on puisse présager ni du moment ni du rythme de reprise des luttes, la combativité de la classe ouvrière va de nouveau s'exprimer, alors que les exigences de la guerre économique mondiale, ainsi que le maintien voire le renforcement du fardeau des dépenses militaires, vont contraindre la bourgeoisie française à porter des attaques de plus en plus massives et frontales contre la classe ouvrière qui, en particulier, vont se traduire par des licenciements massifs dans les secteurs les plus importants, une augmentation importante du chômage, une intensification de l'exploitation sur le lieu de travail, la compression de tous les budgets sociaux, notamment de la santé, et des coups très

durs portés sur les retraites.

Contrairement à ce qu'a été capable de faire le PS pendant 10 ans, c'est-à-dire diluer, masquer, camoufler des attaques cependant importantes, celles qui sont portées aujourd'hui et surtout celles qui sont à venir, d'une ampleur jamais vue par les générations actuelles de la classe ouvrière de ce pays, ne manqueront pas de faire renaître la combativité et de participer au développement de la conscience dans la classe ouvrière.

5 La situation de faiblesse relative de sa classe politique, faiblesse aggravée depuis 1981, n'a pas fondamentalement handicapé la bourgeoisie française dans la défense de ses intérêts impérialistes. Sur ce plan elle a été, durant toutes ces années, et même dans la situation plus difficile pour elle ouverte par l'effondrement du bloc de l'Est, capable d'agir au mieux de ses possibilités, sans trop de faux pas.

Sur le plan intérieur, malgré l'affaiblissement important des forces de gauche aujourd'hui dans l'opposition - syndicats, gauchistes et surtout PC depuis l'effondrement du stalinisme -, malgré l'usure très sérieuse qu'a subie le PS, tout particulièrement ces derniers mois, la bourgeoisie a montré sa capacité à gérer la situation notamment face à la classe ouvrière.

De même, la montée de l'extrême-droite -fraction qui ne peut en aucune manière être appelée aux affaires dans la période actuelle- confirmée par les élections cantonales et régionales de mars 92, si elle exprime la faiblesse relative de la classe politique ainsi que le développement de la décomposition de la société, ne signifie pas, en revanche, une tendance à la perte de contrôle par la bourgeoisie de son jeu politique comme le montre sa capacité à préparer activement, et dès à présent, la relève du PS à la tête de l'Etat par la droite classique, même si cette dernière reste affaiblie par ses propres divisions qui risquent d'être aggravées par les choix de politique étrangère (pro Allemagne et pro US).

De même, si la multiplication des scandales qui éclatent au grand jour en impliquant ostensiblement de larges franges de la classe politique, (le PS au premier rang d'entre elles), est bien sûr le résultat du développement de la décomposition générale de la société et en particulier de la classe dominante, il convient cependant d'être clair sur le fait que ce phénomène n'a pas la même ampleur ni surtout les mêmes conséquences, quant à la cohésion de l'Etat, comme c'est le cas, de façon spectaculaire, dans certains pays de la périphérie, et notamment les pays anciennement dirigés par des régimes staliniens.

C'est pour toutes ces raisons qu'il serait faux et illusoire de parler de crise politique de la bourgeoisie française.

Bien au contraire, la situation actuelle illustre sa capacité d'utiliser à son avantage ses propres faiblesses ainsi que les manifestations de sa propre décomposition.

Il en est ainsi de l'utilisation qu'elle fait de la montée du parti de Le Pen. Aujourd'hui, toute la publicité faite autour du thème de la montée du fascisme, rehaussée par l'organisation de mobilisations et manifestations en résistance à celle-ci, ont pour but de développer une idéologie de défense de la démocratie.

Cette manoeuvre, qui s'inscrit dans les campagnes que mène sur le même thème la bourgeoisie à l'échelle internationale pour tenter d'entraîner la classe ouvrière hors de son terrain de classe, a de surcroît en France des objectifs plus spécifiques : il s'agit d'un volet d'une politique visant à recréer une gauche dans l'opposition, s'articulant à terme autour du PS, ou d'une scission de celui-ci, passé dans l'opposition. En effet, la seule force électorale oppositionnelle de gauche, le PC, est extrêmement affaiblie. Le principal syndicat, la CGT, est contrôlé par ce même parti. Il est donc urgent pour la bourgeoisie de s'employer à reconstituer son front anti-ouvrier, vu l'état actuel de celui-ci et la nécessité qu'elle aura d'affronter le renouveau de la combativité ouvrière. C'est dans cette perspective qu'il faut également comprendre les tentatives de la CGT, ainsi que l'a manifesté son dernier congrès, pour prendre certaines distances vis-à-vis du PC.

Cependant, même s'il est faible, le nouveau front anti-ouvrier que la bourgeoisie tente à l'heure actuelle de reconstituer pourra se montrer, dans un premier temps en particulier, d'une efficacité redoutable contre une classe ouvrière affaiblie reprenant le chemin de ses luttes.

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

Révoltes sociales, émeutes...

Non aux luttes désespérées ! Oui à la lutte de classe, seule porteuse d'avenir !

GRENOBLE :

Permanence le samedi 13 juin à 15h, brasserie "La Savoie", avenue Felix Viollot (face à la gare).

LILLE :

Réunion publique le samedi 13 juin à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Permanence le samedi 27 juin de 14h30 à 16h30, même adresse

Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le samedi 20 juin à 15h à la MAJO, 2, impasse Métral, Villeurbanne (métro République).

Permanence le mercredi 8 juillet à 18h30 à la "Brasserie de l'Industrie", angle de l'avenue de Saxe et du cours Gambetta, Lyon 3e.

Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin le 3e dimanche de chaque mois, à partir de 11h30 et au métro Bellecour (entrée côté place) le 3e vendredi de chaque mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 27 juin à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h sortie métro Chartreux.

Permanence le jeudi 4 juin de 18h à 19h à "L'Artistic-Bar", 4, cours Joseph-Thierry, Marseille 1er.

Vente de la presse le samedi 27 juin de 11h à 12h au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès.

NANTES :

Réunion publique le samedi 20 juin à 17h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence les jeudis 4 juin et 2 juillet à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite Hollande le samedi 20 juin de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le samedi 20 juin à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

Permanence les samedis 6 et 13 juin, de 18h à 20h et le

VENDREDI 26 juin de 20h30 à 23h, même adresse.

Vente de la presse au marché de St-Denis (métro St-Denis-Basilique) le 2e dimanche du mois à partir de 11h30.

ROUEN :

Permanence le samedi 20 juin à 14h à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 26 juin à 21h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgette, route de Seysses-Toulouse.

Permanence les vendredis 5 et 19 juin à 18h30. Rendez-vous

brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 14 et 28 juin de 11h à 12h au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS :

Permanence le samedi 27 juin à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

Modification du rythme et des dates des permanences à Paris et Lille

A Paris, une permanence par mois se tient désormais le vendredi soir au lieu du samedi. D'autres modifications dans le rythme des permanences sont prévues prochainement. Elles seront annoncées dans la presse.

A Lille, nous organisons désormais deux permanences par mois; un mois sur deux une des permanences est remplacée par une réunion publique.

"LUTTE OUVRIERE" ANTI-CAPITALISTE EN PAROLES, ANTI-OUVRIER DANS LES FAITS

■ C'est au début de ce mois de juin que l'organisation trotskiste Lutte Ouvrière organise sa 22^e kermesse politique. Au-delà des flonflons qui entourent cette manifestation, c'est l'occasion pour les véritables groupes révolutionnaires de réaffirmer haut et fort la nature bourgeoise de cette organisation. Usant largement d'une terminologie "marxiste", soi-disant "révolutionnaire", cette organisation peut apparaître aux yeux des ouvriers comme "différente", "plus près d'eux". Pourtant le poison que déverse LO dans la classe ouvrière concerne toutes ses positions politiques. Nous ne traiterons dans cet article que de leur défense de l'URSS stalinienne comme "Etat ouvrier dégénéré" et de leur participation à la mystification électorale. Pour une analyse plus détaillée des positions contre-révolutionnaires de LO et autres groupuscules trotskistes, nos lecteurs peuvent consulter notre brochure *Le trotskisme contre la classe ouvrière*.

LA DEFENSE DE L'ETAT STALINIEN COMME ETAT OUVRIER DEGENERE

Depuis la II^e Guerre mondiale, la question de la nature capitaliste de l'URSS a été tranchée au sein du mouvement révolutionnaire; elle est même une frontière de classe pour les internationalistes. La caractérisation du capitalisme russe comme un Etat "ouvrier" comme le défendait LO aboutit à la défense d'un impérialisme dans un conflit armé. Elle reconnaît de plus un rôle progressiste au stalinisme, en un mot au capital drapé de phrases "socialistes". Elle conduit en outre à la défense des "nationalisations", c'est-à-dire à la défense du capitalisme d'Etat, tendance qu'a développé le capitalisme dans sa phase de décadence. Pendant de nombreuses décennies, LO, au côté de son grand frère qu'est le PCF, a présenté aux ouvriers les pays de l'Est et particulièrement l'URSS comme quelque chose qu'il fallait défendre, car "la patrie socialiste" incarnait les acquis ouvriers de la Révolution de 1917. Tout en dénonçant la bureaucratie stalinienne au pouvoir, LO affirmait qu'il y avait une continuité entre le puissant mouvement révolutionnaire de 1917 et la contre-révolution stalinienne qui en fut le fossoyeur. Aujourd'hui, avec l'effondrement des régimes staliniens des pays de l'Est, LO continue à semer la confusion dans les rangs ouvriers. Dans la grande entreprise de falsification de l'histoire que la bourgeoisie a développée ces dernières années, en assimilant la mort du stalinisme à celle du communisme, LO apporte sa contribution avec une argumentation de plus en plus perfide et grossière :

"Nous disons que le fait que l'URSS ait éclaté n'est pas dû à l'échec de l'économie planifiée, car le marché capitaliste n'aurait pas réussi à faire ce que la propriété collective des moyens de production a permis de réaliser en URSS. Par exemple, l'actualité nous le dit, il n'y a encore que l'ex-URSS qui soit capable de maintenir, en permanence, depuis des années, pour la science et pas pour le commerce, des hommes dans l'espace." (LO n° 1238, 20 mars 92)

Que l'URSS ait consacré l'essentiel de ses richesses à la production d'armes, à l'entretien de son Armée rouge et au commerce de ses armes pour rivaliser avec le bloc américain, donnant lieu à une course toujours plus effrénée dans la création et la prolifération d'armes nucléaires, c'est là une conception de la "science au service des besoins humains" dont nous laissons la paternité à LO. Quant à la signification de l'éclatement de l'URSS, LO nous dit : *"C'est à cause de la pression de la bourgeoisie mondiale et de l'impérialisme sur une révolution isolée, dont les dirigeants ont fini par ressembler à des bourgeois" (idem)*. Et plus loin, après nous avoir chanté les louanges de l'URSS, *"2^e puissance industrielle mondiale grâce aux bases économiques de la Révolution de 17", LO nous assène que "aujourd'hui la tentative de réintroduction du capitalisme l'a fait revenir au stade de pays sous-développé et à celui des guerres tribales" (idem)*. L'effondrement de l'URSS, c'est l'éclatement d'un pan du système capitaliste, certes un capitalisme d'Etat géré à la sauce stalinienne, mais qui n'a rien à voir avec le communisme. Comme les pays du Tiers-Monde dans les années 70, l'URSS capitaliste a explosé sous

les coups de butoir de la crise économique mondiale. C'est bien une forme caricaturale et aberrante de capitalisme d'Etat que LO a toujours défendu et qu'elle défend encore aujourd'hui sous couvert d'Etat ouvrier dégénéré.

LA PARTICIPATION A LA DEFENSE DE LA MYSTIFICATION ELECTORALE ET DE LA GAUCHE DU CAPITAL

Apôtre du double langage, chaque fois qu'une échéance électorale se présente, LO a appelé les ouvriers à y participer. Lors des dernières élections régionales et cantonales de mars 92, LO présentait ses candidats "pour faire entendre la voix des travailleurs", tout en se défendant de véhiculer chez les ouvriers des illusions sur les élections et la démocratie bourgeoise. *"Nous ne comptons sur aucune élection pour changer la vie, pas plus celle-là que les autres" (LO n° 1238, 26 mars 92)*. Quoi qu'elle s'en défende, LO participe au même titre que les autres fractions de la bourgeoisie, certes de façon plus "radicale", aux tentatives de recréation du terrain électoral. C'est vrai que tout au long des années 80, la tendance au rejet des élections par la classe ouvrière a nécessité que la bourgeoisie mette le paquet, puisse compter sur toutes ses forces pour ramener les ouvriers sur le terrain des élections. C'est de façon très pernicieuse, en flattant l'apolitisme et l'abstentionnisme des ouvriers (*"nous comprenons parfaitement ceux qui n'ont pas envie de se déplacer pour élire des conseillers"*) (*idem*) que LO a contribué à ce sale boulot :

- en tentant de récupérer les déçus du PS, de la gauche et de Mitterrand : *"nous avons dit à l'époque qu'il tromperait les électeurs de gauche et avant tout les travailleurs" (idem)* ;

- en appelant à voter pour celle-ci tout en présentant leur participation comme un moyen de défendre les idées "révolutionnaires".

C'est bien parce que les élections sont le terrain privilégié de la bourgeoisie que LO y participe et y consacre autant d'énergie. Quant à la soi-disant mise en garde qu'aurait faite LO aux ouvriers sur Mitterrand, ce n'est que du radicalisme verbal. C'est la défiance profonde des ouvriers pour le PS et le PCF qui oblige LO à s'adapter et à se présenter comme une organisation à qui les ouvriers peuvent faire confiance. N'oublions pas que LO, tout au long des années 70, a soutenu activement la création de l'Union de la gauche : *"Nous sommes prêts à soutenir une éventuelle union de la gauche." (Meeting à la Mutualité du 3/12/71)* En 1973, lors des législatives, : *"LO s'engage publiquement et le répètera durant toute sa campagne, à ne pas faire obstacle au second tour à un candidat du PCF ou du PS." (Lutte de classe n° 7), 1981 : LO appelle à voter au deuxième tour pour Mitterrand. 1988 : LO propose à la direction du PCF une alliance électorale pour les législatives. Les exemples ne manquent pas du soutien de LO aux partis de la gauche du capital que sont le PS et le PCF. Même aujourd'hui, malgré son radicalisme vis-à-vis du PS, LO continue de chercher à entretenir des illusions par rapport à ces partis, même par rapport au PS, qui "aurait pu, s'il l'avait voulu, se servir des formidables moyens économiques et financiers de l'Etat pour au contraire protéger les travailleurs et faire en sorte, en ces temps de récession économique, que ce ne soit pas les plus pauvres qui paient la facture. Mais c'est précisément ce que le gouvernement socialiste n'a jamais voulu." (LO n° 1237, 13 mars 92)*

Aujourd'hui comme hier, les ouvriers doivent se méfier du double langage des caméléons trotskistes. Défenseur du stalinisme en URSS, défenseur de la démocratie bourgeoise et de la mystification électorale, défenseur de la gauche du capital et de ses syndicats, sans parler de leur participation active à toutes les campagnes idéologiques de la bourgeoisie (pacifisme, anti-racisme, écologie, etc...), les trotskistes ont toujours été et restent plus que jamais de fidèles et efficaces valets de la classe dominante contre le prolétariat.

DDT

Catastrophe de Furiani

Toute la bourgeoisie est responsable

■ "Plus jamais ça !", "Qui est coupable ? ", "Il faut punir les responsables". Trois semaines après la tragédie du stade de Furiani, l'énorme battage médiatique qu'elle a provoquée dure encore. Il a pris la vedette aux événements meurtriers de Los Angeles et il range aujourd'hui encore au second plan les massacres en Bosnie-Herzégovine. De quoi veulent-ils d'ailleurs nous convaincre, tous ces pleurs que déversent à qui mieux-mieux sur les malheureuses victimes de Bastia journalistes, députés et membres du gouvernement en les accompagnant de cris d'indignation ? De leur sincérité ? Allons donc, cette hypocrite émotion de la classe bourgeoise ne fait que rendre plus abominable encore et révoltant l'immonde enchevêtrement de chairs sanglantes et de ferrailles tordues qui a résulté de l'effondrement du fameux échafaudage.

Encore une fois, le sport pourri par le capitalisme a tué. La catastrophe parfaitement évitable du stade corse n'est en effet pas la première qui affecte les compétitions de football. Rien qu'en Europe, au cours de ces dernières années, rap-

- 29 mai 1985 à Bruxelles, affrontements entre les supporters des équipes de la Juventus de Turin et de Liverpool, bilan : 39 morts ;

- 11 mai 1985 à Bradford (Grande-Bretagne), un incendie provoque la mort de 71 personnes ;

- 15 avril 1989 à Sheffield (de nouveau en Grande-Bretagne). Devant l'afflux de spectateurs à l'extérieur du stade, la police débordée ouvre les portes d'entrée des tribunes populaires archicombles, les supporters des premiers rangs se retrouvent pressés, étouffés, écrasés ; résultat de la panique : 95 morts.

De tous ces morts, c'est bien le capitalisme qui est le coupable. C'est son système criminel. Des cadavres de Bastia, ce n'est pas tel ou tel chef d'entreprise qui est seulement le responsable, c'est le système économique qui les produit, le ca-

pitalisme qui pousse de plus en plus à la concurrence, à la course au fric jusque dans l'irrationnel.

Le sport n'échappe pas à l'ensemble de tout le système idéologique bourgeois qui vise à décerveler les individus et la classe ouvrière en particulier. Le capitalisme se fait un devoir d'organiser des spectacles de masse, sportifs ou musicaux, à grands frais, dans le but de détourner de leurs préoccupations quotidiennes les populations citadines et ouvrières. Ils servent à canaliser et à entretenir un climat haineux et chauvin.

Dans une société où chacun est de plus en plus isolé, atomisé, solitaire, rejeté dans le chômage, les bandes de supporters d'équipes de football offrent l'illusion d'une identité et d'une communauté où l'on peut encore trouver sa place derrière son équipe, ses joueurs, ses fanions et couleurs dans son stade... et oublier la réalité de la vie quotidienne.

L'horreur de Furiani est un signe de plus que la bourgeoisie n'arrive même plus à assumer cette tâche d'encadrement et de dévouement. Elle n'est plus capable d'assurer les moyens matériels (capacités d'accueil et secours) de cet encadrement idéologique des spectateurs pour le bon déroulement de ses spectacles. Le sport n'est plus une activité de loisirs anodine ou un spectacle innocent, mais prolonge sur les stades et dans les arènes les morts de prolétaires que les accidents du travail causent en nombre dans les usines et les autres bagnes de l'exploitation capitaliste.

Le capitalisme n'a plus rien à offrir à l'humanité. Même plus de pain et des jeux comme dans la Rome décadente.

Cette société est à vomir. Il ne s'agit pas de l'amender, comme le suggèrent les protagonistes du battage sur l'abomination de Furiani. La seule sanction valable que l'on puisse appliquer aux responsables de cette tuerie, c'est la destruction totale du capitalisme assassin qui les engendre.

Yannis

LUTTE DES DOCKERS

Avec la complicité du gouvernement, la CGT piège les ouvriers

■ Avec l'aggravation de la crise, la bourgeoisie mène des attaques dans pratiquement tous les secteurs de l'économie. Dans le cadre de ces attaques, mercredi 13 mai, l'Assemblée nationale a entériné la loi de "réforme" du statut des dockers, qui datait de 1947. Depuis cette époque ces ouvriers bénéficiaient d'une certaine sécurité de l'emploi ou encore d'une indemnité garantie en cas d'"inemploi temporaire".

Cette "réforme" proposée par le gouvernement "socialiste" et soutenue par l'ensemble de la bourgeoisie constitue de toute évidence une attaque terrible et sans précédent contre les ouvriers qui travaillent sur les docks. Avant même ces nouvelles mesures, le nombre des dockers était déjà tombé de 14 000 à 8 300 en dix ans mais, avec cette nouvelle loi, c'est le licenciement pur et simple d'un tiers des effectifs restants, qui est programmé. Ajoutons à cela que les salaires seront aussi très sévèrement touchés à travers la mise en place de la mensualisation. Avec ce projet, la bourgeoisie veut "augmenter la compétitivité des ports français", en fait une aggravation directe des cadences et des conditions de travail.

Cette attaque est d'autant plus pernicieuse qu'elle place immédiatement les dockers sur le terrain pourri du corporatisme, et que la manoeuvre à laquelle ils sont soumis les entraîne entre les mâchoires du piège que la bourgeoisie leur a préparé. En effet, face à cette attaque, les ouvriers se trouvent coincés dans une fausse alternative : soit se ranger derrière la CGT (qui veut garder ses prérogatives de patron) et se livrer pieds et poings liés à ses magouilles, soit la rejeter et se retrouver "illico presto" récupérés par le "camp" du gouvernement. C'est-à-dire la peste ou le choléra, avec à la clé la démoralisation et un sentiment d'impuissance, et en tout cas bien loin de la défense de leurs intérêts propres et de leur terrain de classe !

La CGT est depuis longtemps passée maître dans le dévoiement et le sabotage des luttes ; mensonges, manoeuvres, méthodes stalinienne en tout genre, rien ne manque à sa panoplie. Et dans le cas des dockers, elle a d'autant plus beau jeu de se montrer "radicale" et de tenter de mystifier les ouvriers pour les faire entrer dans une lutte qui n'a rien à voir avec la défense de leurs intérêts qu'il s'agit pour elle de défendre son influence doublée d'une source de revenus. Il faut savoir qu'avant la réforme, il fallait obligatoirement avoir sa carte syndicale pour espérer travailler et aussi être politiquement très "docile" car, sinon, on se retrouvait pour l'éternité dans le volant journalier des inemployés !

Depuis plusieurs mois, la CGT a donc multiplié les journées d'action en utilisant des méthodes particulièrement pourries.

Au début, par exemple, la CGT, voulant se montrer menaçante mais "responsable" face au gouvernement et aux armateurs, avait appelé à la grève... port par port, et uniquement les équipes de jour, ce qui lui permettait de se donner un vernis radical tout en continuant à toucher ses dividendes de patron dans les ports non grévistes (du fait de la grève tournante) ou avec les équipes de nuit : *"Au départ, notamment, les équipes de nuit pouvaient effectuer les opérations de transbordement qui n'avaient pas été faites pendant la journée de grève"*, rapporte "Libération" le 22 avril.

Mais bien plus que par ce double visage de saboteur de la lutte le jour et de petit boutiquier la nuit, c'est surtout en enfermant les dockers dans "leur" statut spécifique, dans la problématique aveuglante de la défense de "leur" profession, que la CGT les a poussés dans l'isolement en imprégnant leur combat du pire corporatisme. Elle pouvait alors les lancer dans une série d'actions stériles mais spectaculaires, avec des opérations de commando comme l'attaque du domicile de deux députés à Bordeaux, les occupations de péages d'autoroutes, les bagarres avec les flics (à La Rochelle) et autres démonstrations "musclées" de ce que la CGT aime faire passer pour de la combativité ouvrière.

Au-delà de l'aspect spectaculaire, pseudo-radical, de ce type d'action, la seule question qu'il faut se poser, c'est savoir où sont les intérêts des ouvriers dans tout cela ? A travers ces opérations coup de poing, très médiatisées, la CGT a plusieurs objectifs : faire pression sur les fractions de la bourgeoisie qui lui ont "ôté le pain de la bouche", mais aussi sauvegarder son pouvoir de mystification aux yeux de tous les ouvriers en tentant de faire oublier que le secteur des docks aujourd'hui totalement dévasté était sa propriété, et surtout cacher que c'est elle, en tout premier lieu, qui a fait passer cette attaque contre les dockers en les noyant dans le corporatisme.

Non seulement celui-ci ne permet en aucune façon de créer un rapport de forces favorable face à la bourgeoisie mais il est encore le terrain et l'arme privilégiés de cette classe pour pourrir et dévoyer les luttes ouvrières.

Actuellement les prolétaires qui suivent les "actions" de la CGT sont isolés et mystifiés, et aussi sûrement ceux de Saint-Nazaire que les nerfs de Lutte Ouvrière ont pris en main. Ils vont tout droit à la défaite certaine que le gouvernement leur a préparée depuis longtemps, main dans la main avec la CGT, qu'elle soit stalinienne ou trotskiste, véritable maître d'oeuvre de ce sale coup dans le dos. Mais il y a pire, car ils ne vont rien en retenir qu'un profond sentiment de démoralisation et d'écoeurément ; et c'est toujours ce que cherchent à faire la bourgeoisie et ses syndicats, qu'ils soient ou non patrons, briser la combativité ouvrière, empêcher les ouvriers et l'ensemble de la classe ouvrière de tirer des leçons des manoeuvres auxquelles ils ont été soumis. Plus que jamais, avec l'aggravation de la crise et des conditions de vie ouvrières, il faudra rejeter tous ces faux amis qui prétendent défendre les intérêts ouvriers pour mieux bernier et permettre d'attaquer massivement la classe ouvrière.

LN

YOUGOSLAVIE

Les véritables assassins, ce sont les grandes puissances

■ La Bosnie, à son tour, après la Croatie, a basculé dans l'horreur au quotidien depuis plus de deux mois.

La ville de Sarajevo assiégée est non seulement pilonnée quasiment sans arrêt à l'artillerie lourde et au mortier mais sa population est aussi à tout moment la cible et la proie de tireurs embusqués sur les toits; dans d'autres villes comme Mostar ou dans les banlieues de Sarajevo se livrent de sanglants combats de rue permanents.

La population des villages investis, pillés, incendiés ou même rasés par les milices est systématiquement "triée" - notamment près de la "frontière" entre Bosnie et Serbie : tous ceux qui appartiennent à une autre ethnie que celle des assaillants sont massacrés jusqu'au dernier pour "purifier" et "homogénéiser" la "répartition ethnique" !

Du début de la guerre civile jusqu'à aujourd'hui, on assiste à l'exode de population le plus important depuis la fin de la seconde guerre mondiale en Europe.

Cet exode a déjà touché plus d'un million et demi de personnes et son rythme, que l'on chiffrait au dernier pointage à 5000 "déplacements" par jour, ne cesse de croître. Dès à présent, 650 000 Bosniaques (1/6 environ de la population du territoire) s'ajoutent aux 600 000 Croates "déplacés" et à une foule d'hommes d'autres ethnies. Cinq mille femmes et enfants fuyant la guerre et "capturés" sur la route pour servir de "monnaie d'échange" à des tas de "tractations militaires", cela montre de façon évidente à quel point les populations sont devenues des otages de la guerre entre clans nationalistes et des victimes de la barbarie généralisée.

En fait, le chacun pour soi règne en maître et les féroces bandes armées des milices, souvent commandées par de vulgaires aventuriers ou des bandits de grand chemin, dictent leurs propres lois, se massacrent entre elles et déciment la population locale en semant la terreur, la désolation et la mort.

Mais, comme nous n'avons cessé de le dénoncer depuis des mois, ce sont les grandes puissances impérialistes qui continuent à attiser le feu de la guerre civile et qui utilisent sans vergogne pour la défense de leurs propres intérêts les antagonismes nationalistes locaux. Ce sont elles qui portent la responsabilité majeure de ce déchaînement d'un chaos sanglant.

On ne peut aujourd'hui que s'interroger : pourquoi ce conflit dégénère-t-il à nouveau au moment même du déploiement en Croatie de l'ONU et de ses 14 000 hommes de la Forpronu pourtant censés venir "rétablir l'ordre" ? L'opération se solda par un échec lamentable pour l'Europe, qui a multiplié ces derniers temps une vaine agitation tant au travers du conseil de sécurité de l'ONU que de sa propre initiative au sein de la CEE où ses missions de "bons offices" se sont avérées un fiasco intégral.

Cette opération hypocritement justifiée : "L'ONU a été chargée de rétablir l'ordre en Croatie mais n'a été mandatée pour aucune mission particulière en Bosnie", est un nouveau témoignage de l'épreuve de force engagée entre les grandes puissances. Il faut rappeler que ce sont les Etats-Unis qui avaient imposé l'intervention de l'ONU en Croatie... lorsque tous les ports de la côte dalmate, systématiquement bombardés par l'armée serbe, eurent été rendus inutilisables aux nouvelles convoitises et aux visées de l'impérialisme allemand sur la Méditerranée (1). Cet objectif fondamental ayant été atteint et le territoire croate étant désormais investi par l'ONU sous le contrôle direct de l'oncle Sam, la bourgeoisie américaine se croise à nouveau ostensiblement les bras, affichant sa claire volonté de ne pas "investir davantage" dans la situation yougoslave. Elle peut même se permettre de dénoncer les "agissements de la Serbie" encore entachée de l'opprobre liée aux régimes stalinien et de refuser de reconnaître la "République Fédérale Yougoslave" composée désormais de la seule Serbie et de son petit allié, le Monténégro, tandis qu'elle proclame son soutien à la "Bosnie Indépendante et Démocratique".

En réalité, les Etats-Unis mènent une véritable action de sabotage de la Forpronu dans laquelle certains Etats européens ont cru pouvoir jouer les gros bras, en particulier la France, qui y a investi 1 500 hommes et se déclare prête à aller jusqu'à 6 000... Avec leur cynisme coutumier, les Etats-Unis prétendent que l'opération de maintien de l'ordre de la Forpronu coûte trop cher (ils en profitent pour amputer ses crédits de 4%) alors qu'il faut se souvenir qu'ils n'ont pas hésité un instant à investir la somme colossale de 70 milliards de dollars (près de 450 milliards de francs !) dans la guerre du Golfe !

De ce fait, les velléités européennes attisées en premier lieu par l'Allemagne contre la Serbie se heurtent à de profondes mécontentes au sein de la CEE. Les principaux alliés des Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, entravant la mise en oeuvre de n'importe quelle mesure concrète, toutes les gesticulations et les débats des Européens n'ont abouti qu'à de stériles proclamations diplomatiques sans grande portée.

Exactement comme lors de la guerre en Croatie, la Maison-Blanche entend faire clairement la nouvelle démonstration de l'impuissance et des divisions des puissances européennes et de la CEE en particulier, qui se révèlent ainsi incapables d'imposer à leur porte le moindre cessez-le-feu et le plus minime règlement du conflit.

Derrière toutes les fractions nationalistes qui exterminent les populations locales, la responsabilité première de ce chaos et de cette décomposition toujours plus sanglante est celle des grandes puissances qui exploitent et aggravent cyniquement les pires manifestations de ce pourrissement.

C.B.(22/5/92).

(1) Voir notamment les articles "Explosion de l'URSS, massacres en Yougoslavie : seule la classe ouvrière peut sortir le monde de la barbarie", dans notre "Revue Internationale", n°68, et "Guerres, barbarie, lutte de classe", dans la même revue, n°69.

Accord militaire franco-allemand
MITTERRAND ET KOHL S'ENTENDENT
POUR MONTER UNE MACHINE DE GUERRE

■ Alors que la polémique fait rage au sein de la bourgeoisie française entre les partisans de Maastricht et ses adversaires qui, tel le PCF, s'acharnent à défendre l'identité nationale de la France, la "première pierre" de ce "grand projet" vient d'être posée. Le 59e sommet franco-allemand vient d'accoucher d'un embryon de force militaire européenne : un corps d'armée aux couleurs de la France et de l'Allemagne composé de 35 000 à 40 000 hommes auquel pourraient dans le futur s'allier d'autres Etats de l'actuelle CEE. Cet événement "historique" est censé symboliser, paraît-il, la réconciliation définitive entre les deux Etats voisins qui, depuis plus d'un siècle, n'ont cessé, à travers trois guerres, à chaque fois plus meurtrières (1870-71, 1914-18, 1939-45), de s'entredéchirer sur la scène impérialiste mondiale. C'est donc au nom de la défense de la "paix" et de la "fraternité entre les peuples" que Mitterrand et son "ami" Helmut nous ont annoncé la bonne nouvelle. Tous ces beaux discours rassurants de la bourgeoisie ne sont que purs mensonges ! Car comme toujours, à chaque fois que la classe dominante parle de "paix", c'est pour masquer ses préparatifs guerriers.

Ce pas qualitatif que vient de franchir le tandem franco-allemand constitue en réalité une accélération considérable des tensions impérialistes entre les USA et les principaux Etats européens intéressés à se dégager de la tutelle du gendarme américain. Il constitue une nouvelle confirmation éclatante du fait que, contrairement à toutes les campagnes mensongères de la bourgeoisie, l'effondrement du bloc de l'Est n'a nullement mis fin aux rivalités guerrières entre les grandes puissances ni à la tendance de fond du capitalisme décadent à la formation de blocs impérialistes. Car ce qui se trame derrière cette coalition militaire entre la France et l'Allemagne, c'est bien une claire contestation de l'hégémonie des USA par ces deux impérialismes européens.

C'est bien pour cela que l'annonce de cette initiative franco-allemande ne peut que déclencher les foudres de la première puissance mondiale qui, par la voix du chef militaire de l'OTAN, J. Galvin, a immédiatement revendiqué un droit de veto sur la manière dont ce corps d'armée sera utilisé. C'est ce qui explique, de même, les déclarations intranquillantes du secrétaire américain à la Défense, Dick Cheney, qui se dit prêt à accepter cette initiative militaire "à condition que cela s'inscrive dans le cadre d'un soutien à l'OTAN".

Malgré les serments de "fidélité" à l'OTAN renouvelés par Kohl et Mitterrand, leur noyau de future armée européenne s'est immédiatement assigné des missions qui, de toute évidence, constituent une mise en cause de sa subordination à l'Alliance Atlantique. Ainsi, le mandat qu'il s'accorde de participation à la "défense commune", en s'attribuant le même rôle premier que celui de l'OTAN, fait apparaître clairement ce corps d'armée pour ce qu'il est : une offensive militaire cherchant à rivaliser avec les USA. Sa deuxième fonction, identique elle aussi à celle de l'OTAN, puisqu'il s'agit du "maintien de la paix", vise essentiellement à permettre aux impérialismes français et allemand de se dégager du corset de fer américain en confiant à cette force militaire commune la tâche de mener des "opérations dans lesquelles l'OTAN ne voudrait pas s'engager. Parmi le type de situations où pourrait se poser le problème de l'engagement de ce corps, on pense tout naturellement à la crise yougoslave, dans laquelle l'OTAN ne peut interférer et où la restauration de la paix intéresse davantage les nations européennes voisines que la communauté internationale dans son ensemble" ("Le Monde", 22

La CEI s'enfonce dans un chaos sanglant

■ En ce mois de mai 1992, une ancienne république soviétique, le Tadjikistan, une de plus, plonge à son tour dans l'horreur de la guerre civile. Et de nouveaux cadavres, de nouvelles destructions se sont accumulées. La tension qui ne cessait de monter depuis plusieurs semaines, a débouché sur des affrontements sanglants dans la capitale Douchambé qui se sont étendues à d'autres villes. Aux hélicoptères et aux chars gouvernementaux se sont affrontés des milliers de manifestants dirigés par ce qu'ils appellent l'opposition formée de "démocrates", d'islamistes et de nationalistes.

Comme les semaines et les mois précédents les informations de cette nature, provenant de cet immense territoire qui fut la 2e puissance impérialiste du monde, tombent avec une régularité et une banalité affligeante. Le Tadjikistan n'est, en effet, qu'un nouveau foyer d'incendies qui s'est allumé s'ajoutant aux autres foyers d'incendies sans parler de ceux, encore plus énormes, qui couvent en ce moment-même.

Ainsi, alors que les Tadjiks s'entre-déchirent, on apprendrait dans un entrefilet de la presse bourgeoise, qu'à l'autre bout de la CEI, en Georgie, une situation de même type avait abouti à des affrontements entre nationalistes ossètes et géorgiens qui s'étaient soldés par des dizaines de morts et des centaines de blessés.

Dans le même temps, et à un niveau bien supérieur, la barbarie nationaliste continue de faire des ravages dans le Caucase. Ici, il s'agit bien d'un véritable conflit militaire avec aviation, blindés etc... et de plus une guerre sans fin entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, qui dure depuis 4 ans et qui a déjà fait plusieurs milliers de morts. Mais l'horreur a atteint, ces dernières semaines, des sommets quand les bombardements de l'armée azérie sur Stepanakert (capitale du Haut-Karabakh) ont répondu à ceux des militaires arméniens sur les villages du Nakhitchevan (enclave azérie en territoire arménien). Et cette barbarie n'a fait qu'empirer depuis que la situation à Bakou même connaît un chaos indescriptible. C'est aujourd'hui la confusion la plus totale qui règne dans la classe dominante et dans l'Etat azéri. Qu'on en juge : Moutalibov, l'ancien président stalinien détroqué installé par Moscou, qui avait été chassé du pouvoir en mars dernier, est rappelé par le même parlement qui l'avait déposé. Il a eu beau, dès son retour, décréter l'Etat d'urgence, son "nouveau règne", semble-t-il n'a pas résisté plus de 24 heures grâce à la pression de manifestations dirigées par l'opposition nationaliste et abandonné qu'il était par l'armée et la police. "La situation est à ne rien y comprendre" a déclaré, affolé, un haut fonctionnaire de l'Etat bourgeois. Le nouveau pouvoir formé par les nationalistes de la pire espèce a beau se donner le titre ronflant de "Front populaire", promettre au monde entier qu'il rétablira la "démocratie" et la réconciliation entre

mai). Les intentions de la France et de l'Allemagne sont claires : il s'agit (au nom de la "paix", bien sûr !) d'aller sur le terrain défendre leurs intérêts impérialistes (l'Allemagne cherche aujourd'hui, en particulier à travers son soutien à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, à s'ouvrir une porte sur la Méditerranée) et d'empêcher les USA de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Europe.

Quant à la troisième fonction de l'embryon d'armée européenne, l'"intervention humanitaire", elle vise tout simplement à permettre aux Etats allemand et français de se passer désormais de tout mandat de l'ONU (et donc des USA) pour aller semer la mort, "au nom des droits de l'homme", dans leur zone d'influence. Ainsi, ce à quoi vise le tandem Kohl-Mitterrand aujourd'hui, c'est concurrencer l'oncle Sam sur la scène impérialiste mondiale, en contestant notamment le rôle d'unique gendarme du monde qu'il s'était assigné avec la Guerre du Golfe.

Mais le concubinage actuel entre l'Etat français et l'Allemagne ne signifie en aucune façon une alliance "ad vitam aeternam" entre ces deux requins impérialistes. Pour le moment, ce qui scelle leur unité et motive la mise en commun de leur force respective (économique pour l'Allemagne, militaire pour la France), c'est la nécessité d'affronter le grand caïd américain pour pouvoir affirmer leur propres intérêts impérialistes.

En ce sens, cette initiative militaire franco-allemande constitue aujourd'hui une avancée considérable vers la formation d'un nouveau bloc impérialiste autour de l'Etat européen le plus puissant économiquement, l'Allemagne. Grâce à ce corps d'armée, l'Allemagne va pouvoir réviser sa constitution qui, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, interdit à la Bundeswehr toute intervention hors de ses frontières, sauf dans le cadre de l'OTAN. Par ailleurs, elle va pouvoir bénéficier, dans ses futures croisades impérialistes, des fleurons du militarisme français, telle la Force d'Action Rapide, que Mitterrand s'est déjà engagé à mettre au service de cette ébauche d'armée commune.

Cette tentative, certes encore embryonnaire mais non moins réelle, de formation d'un nouveau pôle impérialiste antagonique aux USA vient aujourd'hui donner un gigantesque coup d'accélérateur à la "guerre des grands". Car les USA ne peuvent pas ne pas réagir et il faut s'attendre à ce qu'ils manifestent à nouveau leur "vive désapprobation" (notamment à l'égard de l'Etat français). Quant aux autres bourgeoisies européennes, elle se sont déjà positionnées en choisissant leur camp, notamment la Grande-Bretagne qui, en condamnant immédiatement l'initiative franco-allemande, avec le soutien des Pays-Bas, continue à vouer une indéfectible fidélité aux USA. La Belgique et le Luxembourg (de même que l'Espagne de façon plus modérée) ont, de leur côté, décidé de jouer, pour le moment, la carte franco-allemande.

Voilà le vrai visage de cette "Europe unie" dont on nous rebat les oreilles depuis des mois : un gigantesque panier de crabes où les rivalités économiques et militaires entre les différents capitaux nationaux ne peuvent que continuer à s'exacerber. En guise de "paix" et de "prospérité", la seule chose que puisse nous offrir la bourgeoisie et son système moribond, c'est toujours plus de misère et le déchaînement effroyable de la barbarie guerrière tous azimuts.

Avril (23/5/92).

toutes les fractions bourgeoises, le chaos ne peut que s'aggraver dans cette république, tant du fait de la décomposition de la classe dominante, que de la fuite en avant dans la guerre, d'autant que l'armée vient de subir d'importants revers dans le Haut-Karabakh.

Il y a bien, soi-disant, quelques voix qui s'élèvent depuis plusieurs mois, notamment lors des fameux sommets de dirigeants de la CEI, pour appeler à une solution négociée ou même proposer une force d'interposition. S'il n'y a aucun résultat à en espérer ni dans ce conflit ni dans d'autres, c'est parce que la CEI elle-même n'est qu'une illusion pour certains, un mensonge pour d'autres et de façon évidente, "une association de malfaiteurs" qui n'a jamais réussi à se mettre en place. Le dernier sommet de Tachkent en a été une preuve flagrante avec l'absence de près de la moitié des soi-disant partenaires. Ces sommets ne réunissent de toute façon qu'une bande de gangsters capitalistes qui ne pensent qu'à s'entre-dévorer et qui menacent de régler leurs comptes à coup d'armes nucléaires.

En effet, si, aujourd'hui, le chaos s'étend comme une gangrène dans l'ex-URSS, ce que promettent les graves dissensions qui existent entre les plus grandes "républiques" est d'une tout autre ampleur, d'une tout autre gravité. Les tensions qui ne cessent de s'accroître notamment entre la Russie d'Eltsine et l'Ukraine de Kravtchouk, viennent encore récemment de connaître de nouveaux rebondissements en particulier autour de la question de la Crimée.

Au parlement ukrainien qui vient de dénoncer comme "inconstitutionnelle" la déclaration d'indépendance toute récente de la Crimée, (celle-ci, à l'évidence, a été téléguidée de Moscou), le parlement russe a répondu par un décret jugéant a posteriori, "illégal" la cession de cette région (peuplée en majorité de russes) à l'Ukraine par Khrouchtchev en 1954. Le ton ne cesse de monter ainsi entre ces deux républiques depuis plusieurs mois. Aux provocations d'Eltsine, Kravtchouk répond par le mépris comme il vient de le montrer à Tachkent ; et aux tentatives de plus en plus marquées de la bourgeoisie russe d'imposer son hégémonie, la bourgeoisie ukrainienne réplique par des menaces de plus en plus ouvertes. L'escalade a atteint récemment un tel niveau que le ministre russe des affaires étrangères, Kozyrev, lui-même, a dû exhorter les députés russes à "ne pas jouer avec le feu".

Le chaos sanglant qui s'étend inexorablement à toutes les parties de l'ex-URSS n'est pas, comme on a cherché à nous le faire croire, le "résultat de 60 ans de domination du communisme", il n'est qu'une illustration flagrante et monstrueuse de la réalité du capitalisme mondial aujourd'hui en décomposition.

Racisme, pollution, danger nucléaire, guerres... COMMENT LUTTER CONTRE LA BARBARIE CAPITALISTE ?

Nous publions ci-dessous une lettre d'une de nos lectrices qui, indépendamment de ses jugements de valeur et critiques à l'emporte-pièce de notre activité, manifeste une volonté passionnée de mener un combat dans le monde actuel. Dans un monde où il apparaît de plus en plus clairement que l'humanité est menacée par les guerres, les famines, les accidents écologiques et nucléaires, les épidémies; un monde où les discriminations raciales ou ethniques conduisent à des déchainements de barbarie aveugle (comme en Yougoslavie

ou à Los Angeles), les réactions de révolte contre toute cette pourriture sont tout à fait légitimes. Malheureusement la révolte, en soi, contre tel ou tel aspect de la domination capitaliste (le racisme, la guerre, la destruction de l'environnement, le danger du nucléaire, etc...) non seulement ne suffit pas, mais elle ne peut conduire au mieux qu'à l'impuissance, au pire qu'à participer à des mouvements qui, loin de servir les intérêts des exploités, servent en réalité ceux de la bourgeoisie et de son système décadent et barbare.

"Vos analyses de la situation actuelle, bien que justes sur certains aspects, s'appuient très souvent sur des faits inexacts. (...) Vous fonctionnez sur des schémas anciens, trop systématiques... je suis issue du mouvement ADS (Alternative Démocratie Socialisme) - fusion des restructeurs et des refondateurs du PCF - (sortie depuis peu) je ne pense pas être une bourgeoise (chômage longue durée) et les camarades de ce mouvement ne le sont pas non plus (...) Je milite dans un collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits, qui regroupe, des citoyens, des organisations politiques, et associations; nous ne sommes pas des bourgeois, nous travaillons au quotidien, répondant aux demandes de défense des travailleurs dits immigrés, "déboutés du droit d'asile". Je n'ai jamais vu à ces réunions, permanences d'accueil, actions collectives, les militants de votre organisation (...) Vous donnez beaucoup de leçons de morale, mais vous restez extérieurs aux mouvements sociaux..."

Quel dommage que des groupes comme le vôtre préfèrent oeuvrer en cercle fermé, loin de la vie réelle; c'est aussi à cause de cela que le capitalisme prospère...

Salutations fraternelles, N.C. (Rouen)

NOTRE REPONSE

Nous comprenons le dégoût légitime de tous ceux qui, comme notre lectrice, veulent défendre les intérêts des exploités face à la misère, l'oppression, l'injustice qui frappent telle ou telle partie de la société (les "jeunes", les "noirs", les "immigrés", les "femmes", etc). La classe ouvrière ne peut pas ne pas se sentir concernée par cette oppression et ces injustices puisque c'est elle qui en est la première victime. Mais la question que pose notre lectrice est la suivante : est-ce à travers une multitude de luttes partielles, hétéroclites, contre telle ou telle "injustice" (telle que le racisme, par exemple) qu'on peut mettre fin à cette situation ?

Les luttes interclassistes: un poison pour la classe ouvrière

Ces dernières décennies ont vu se développer des "mouvements sociaux" (pour reprendre les termes de notre lectrice) : anti-nucléaires, anti-racistes, écologistes, féministes, régionalistes, etc. Ce qui caractérise tous ces mouvements, c'est d'abord le fait qu'il regroupent toutes sortes d'individus, certes pour la plupart "sincèrement révoltés", mais qui proviennent de toutes les classes de la société. On y retrouve aussi bien des ouvriers que des éléments de la petite-bourgeoisie, quand ce n'est pas des représentants de la classe dominante elle-même qui, non seulement participent à ces mouvements, mais en prennent encore l'initiative (la plupart de ces "mouvements" sont aujourd'hui animés par les partis bourgeois de gauche ou d'extrême-gauche).

Dans ces grands "élans humanitaires" qui mêlent indistinctement toutes les catégories de la population, toutes les classes et couches sociales, les prolétaires ne peuvent que se retrouver noyés dans un pseudo-combat où leur identité et leur autonomie de classe est complètement dissoute au milieu de tout ce fatras interclassiste. Ce terrain pourri par excellence ne peut que conduire les ouvriers à abandonner leur propre terrain de lutte contre le système capitaliste et à se laisser dévoyer par l'idéologie "réformiste" et stérile de ces mouvements sans perspective.

D'ailleurs, ces agitations interclassistes qui véhiculent l'illusion qu'on peut aujourd'hui remédier aux "défauts de la société capitaliste", en luttant pour que ce système soit plus "juste" et plus "démocratique" (Cf. la revendication du "droit de vote" pour les immigrés), ne constituent pas un phénomène nouveau.

Dans le ressac de l'explosion sociale qui l'avait terrorisée, après 1968, la bourgeoisie s'était déjà efforcée de récupérer tout sentiment de révolte contre son système, en détournant toute tentative de contestation de l'ordre capitaliste sur le terrain d'une multitude de luttes partielles, éclatées, cloisonnées et enfermées dans des thèmes spécifiques où chaque problème était traité en soi, "combattu" indépendamment des autres manifestations de l'oppression capitaliste. On avait ainsi assisté à l'éclosion et à la médiatisation d'une série de mouvements de toutes sortes : pour la "libération" des femmes, pour l'avortement, pour la défense des homosexuels, contre le racisme, contre les centrales nucléaires, etc... Dans une ambiance pop-mu-

sic et psychédélique, les "jeunes", les "étudiants", les "mecs cools", les "nanas branchées", les "homos" étaient conviés à communier dans la nouvelle religion des luttes "au quotidien" du journal "Actuel" ou de "Hara-Kiri". Quant à la classe ouvrière, les idéologues patentés de la bourgeoisie ou les anciens soixant'huitards récupérés (tel Cohn-Bendit) avaient décrété qu'elle s'était tout simplement "embourgeoisée" et que son combat de classe révolutionnaire appartenait désormais au passé (ces fameux "schémas anciens" que critique notre lectrice !)

Que sont devenus les animateurs de ces mouvements soi-disant "contestataires" et très "médiatisés" des années 70 ? Ils sont devenus, pour la plupart, de respectables gestionnaires du capital national. Lalonde et Kouchner sont ministres. Les femmes "libérées" sont directrices de maisons d'édition. Quant aux ouvriers immigrés qui ont encore la "chance" d'avoir du travail, malgré tous les "collectifs anti-racistes" qui prétendaient défendre leurs intérêts, ils continuent, eux, d'être exploités comme les autres prolétaires, et leur seul avenir, c'est celui de l'exclusion, du chômage et de la misère la plus totale. Malgré toutes les grandes manifestations pacifistes orchestrées contre la guerre du Vietnam dans les années 70 et tout récemment encore lors de la guerre du Golfe, le monde continue à être mis à feu et à sang par les rivalités impérialistes des différentes bourgeoisies nationales. Les protestations contre les centrales nucléaires n'ont ni empêché qu'elles soient construites n'importe comment, ni qu'elles continuent à être exploitées de façon totalement aveugle et irresponsable par le capital.

Ainsi, les vagues "collectifs pour l'égalité des droits" d'aujourd'hui et dans lesquels milite notre lectrice sont exactement de la même eau que tous ces mouvements interclassistes "qui regroupent des citoyens" et dans lesquels les éléments prolétaires ne peuvent que nier leur appartenance de classe. Cette lutte "au quotidien" que préconisent ces "collectifs" est non seulement parfaitement impuissante et totalement étrangère au combat de la classe ouvrière mais, de plus, elle constitue aujourd'hui une arme redoutable de la bourgeoisie contre le prolétariat. C'est en effet, grâce à ces mouvements anti-racistes, pacifistes, écologistes etc. que la classe dominante s'efforce aujourd'hui de pousser les prolétaires à abandonner leur propre terrain de lutte autonome contre le capitalisme, non seulement pour se fondre dans la "population en général", mais encore pour resserrer les rangs derrière telle ou telle fraction de la bourgeoisie. Qu'on se souvienne, par exemple, de la grande manifestation "anti-raciste" de "protestation" nationale contre la profanation des tombes juives du cimetière de Carpentras organisée par le PS en 1989, et à la tête de laquelle se trouvait Mitterrand et son copain Harlem Désir. La bourgeoisie a su parfaitement exploiter la mystification de "l'anti-racisme" pour sceller, derrière cette grande manifestation "populaire", l'"union sacrée" entre exploités et exploités.

C'est bien parce que les révolutionnaires sont conscients des dangers que représentent aujourd'hui pour le prolétariat tous ces mouvements qui prétendent contester tel ou tel aspect partiel de la domination capitaliste qu'ils doivent non seulement "rester extérieurs" à ces mouvements (c'est malheureusement ce que nous reproche notre lectrice), mais encore les dénoncer aux yeux des prolétaires, pour ce qu'ils sont en réalité : un poison mortel pour la seule lutte capable de mettre fin à l'oppression capitaliste sous toutes ses formes, la lutte de classe.

Seule la lutte de classe du prolétariat peut mettre fin à toutes les formes d'oppression du capitalisme

En réalité, la fonction essentielle de tous ces "mouvements interclassistes" consiste à empêcher les éléments sincèrement révoltés d'aller à la racine des problèmes en se posant la question de fond : qui est responsable de tous ces maux ? Qui est responsable des discriminations raciales, des guerres, de la pollution, des accidents nucléaires et autres catastrophes ? Car c'est uniquement en allant à la racine des choses, en comprenant que tous ces maux trouvent leur origine dans le mode de production capitaliste, qu'on peut alors répondre à la question : quel type de lutte peut réellement faire cesser un tel état du monde. Qui peut proposer une alternative autre que le fameux cautère sur une jambe de

bois ? C'est bien parce que toutes les injustices sociales trouvent leur source commune dans le mode de production capitaliste que le seul moyen d'y mettre fin, c'est de s'attaquer à ce système dans son ensemble. Et la seule force de la société qui puisse abattre le capitalisme, c'est la classe dont les intérêts sont totalement antagoniques à ceux de la bourgeoisie : la classe ouvrière, laquelle ne pourra affirmer sa force, renverser le capitalisme et construire une autre société qu'en défendant de façon autonome ses intérêts de classe exploitée, en refusant de se laisser dissoudre et atomiser dans des mouvements qui englobent toute la "population".

Ainsi, si aujourd'hui, la bourgeoisie utilise toutes ces agitations dispersées et enfermées dans des spécificités particulières, c'est justement parce que ces "luttes" participent à masquer la responsabilité du capitalisme dans la barbarie actuelle, et par conséquent à nier (au nom d'un hypothétique résultat immédiat) la nécessité de détruire ce système de fond en comble.

Les révolutionnaires ne combattent pas pour supprimer à coups de "réformes" illusoires telle ou telle situation malheureuse du système qui fait bouger les petits bourgeois pleurnichards (racisme, pollution, sexisme, etc), et où ces derniers entraînent derrière leur idéologie du "peuple de gauche" des individus sincèrement écoeurés par toute la misère et les horreurs du monde actuel. Les révolutionnaires combattent patiemment, à long terme, pour développer un rapport de force en faveur de la classe ouvrière, pour défendre les intérêts généraux du prolétariat dans son ensemble (et pas seulement des ouvriers "immigrés"). Leurs tâches consistent à participer activement au développement de la conscience et de l'unité du prolétariat face à toutes les entreprises de division, de dévoiement, de mystification, de la bourgeoisie. Lutter et militer dans ce sens signifie favoriser le développement et l'affirmation des luttes de la classe ouvrière sur le seul terrain qui soit le sien, celui de la défense de toutes ses conditions de vie face à l'austérité et à la misère que lui impose quotidiennement le capitalisme en crise. Contrairement à ce que pense notre lectrice, ce combat des révolutionnaires ne se développe pas "en cercle fermé, loin de la vie réelle", mais au contraire partout où peut s'exprimer la vie réelle de la seule classe capable d'offrir un avenir à l'humanité, c'est-à-dire partout où le prolétariat peut et doit s'affirmer comme classe distincte du reste de la société : dans ses assemblées générales, dans ses grèves et manifestations, dans ses comités de luttes, ses cercles de discussions, les meetings des groupes révolutionnaires, et tout autre lieu où il peut forger ses armes politiques en vue du renversement du capitalisme.

Seul le combat de la classe ouvrière contre l'exploitation et la misère contient, avec sa dimension historique, la possibilité de supprimer toutes les discriminations du capitalisme par l'abolition des classes sociales et de l'esclavage salarié.

A.G.

LISEZ :

Courant Communiste International

Revue Internationale 69

2e trimestre 1992

15FF/75FB

Situation internationale
GUERRE, BARBARIE, LUTTE DE CLASSE

Où en est la crise économique ?
GUERRE COMMERCIALE :
L'ENGRENAGE INFERNAL

La plus grave crise économique du capitalisme
UNE ECLATANTE VERIFICATION
DU MARXISME

Bilan de 70 ans de "libérations nationales", III
DES NATIONS MORT-NEES

Le communisme n'est pas un bel idéal,
mais une nécessité matérielle, II
COMMENT LE PROLETARIAT
A GAGNE MARX AU COMMUNISME

PUBLICATIONS DU CCI :

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, Valencia 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 11000 Bruxelles - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031 Stockholm, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM Amsterdam HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 Köln, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription,
écrire à l'adresse de World Revolution, avec la
mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE (12 numéros du journal) : FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE (4 numéros de la Revue Internationale) : FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) : FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "R.I.-CCP 202 3302 X-PARIS", à adresser à RI, BP 581 75027 PARIS CEDEX 01,

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

BROCHURES :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (15F + 3F pour frais d'envoi)
NATION OU CLASSE (15F + 3F)
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE (30 F + 3F)
PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I. (15F + 3F)
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE (15F + 3F)
LA DECADENCE DU CAPITALISME (15F + 3F)
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION (20F + 6F)
LA REVOLUTION RUSSE (15F + 3F)
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88) (10F + 6F)
GUERRE DU GOLFE (15F + 6F)
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE (80F + 12F)
LA GAUCHE HOLLANDAISE (120F + 12F)
L'EFFONDREMENT DU STALINISME (20F + 6F)

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : ISSN 0336 464 X

Le nationalisme : un poison mortel contre la classe ouvrière

La critique de Rosa Luxemburg sur le "droit à l'auto-détermination des peuples" a été reprise et approfondie par les fractions communistes de gauche qui se sont détachées de l'Internationale Communiste dégénérante. Dans les années 30, 40 et 50, des groupes révolutionnaires comme Bilan et Internationalisme ont démontré que l'idéologie de "l'auto-détermination nationale" était devenue un simple écran de fumée pour camoufler les antagonismes inter-impérialistes qui avaient précipité le monde dans la deuxième guerre mondiale et avaient menacé de les plonger dans une troisième. Leur travail a été poursuivi par un groupe comme Internacionalismo au Venezuela dans les années 60, qui a eu le courage de dénoncer les mouvements de guérilla nationaliste en Amérique du Sud et la "guerre de libération nationale" au Vietnam. Dans les années 70 et 80, le CCI a repris le flambeau de cette tâche politique essentielle. Dans cet article nous voulons nous centrer sur la façon dont la question nationale est posée aujourd'hui, dans la phase finale du capitalisme, la phase de décomposition généralisée.

■ Quand nous parlons de phase de décomposition de la société capitaliste, nous voulons dire une phase dans laquelle il y a une sorte d'impasse entre les deux classes de la société, le prolétariat et la bourgeoisie.

Aucune de ces deux classes n'est pour le moment capable d'imposer sa solution à la crise historique du système, guerre mondiale ou révolution. Mais la crise continue ses ravages, entraînant la société dans un effondrement généralisé. Les contradictions accumulées tout au long de la décadence du capitalisme atteignent des sommets et toute la vie sociale s'effondre dans le chaos, chaque composante du système luttant désespérément pour sa survie à court terme.

LE NATIONALISME ACCELERE LA PLONGEE DANS LE CHAOS

Sur le plan international, cette orientation vers le chaos pour soi s'exprime dans une tendance des conflits impérialistes entre capitaux nationaux à échapper à toute discipline, à tout contrôle central ; cette situation s'est considérablement aggravée du fait de la remise en cause de la division du monde en deux blocs, datant de 1945. A l'intérieur de chaque capital national, mais plus particulièrement dans les pays les plus faibles, cette même tendance prend la forme d'une multitude de conflits nationaux, régionaux, religieux ou ethniques, de pogroms et de guerres civiles.

C'est donc une caractéristique de cette période de voir la terrible résurgence du nationalisme sous toutes ses formes. Mais cette "renaissance" du nationalisme est diamétralement opposée aux mouvements nationaux progressistes qui apparaissent aux 18^e et 19^e siècles. A cette époque, de tels mouvements étaient un facteur de dépassement de l'esprit de clocher féodal, de création d'entités capitalistes à grande échelle et d'une économie mondiale unifiée. Aujourd'hui, les mouvements nationalistes expriment et intensifient le démantèlement de l'économie mondiale et des entités capitalistes qui la constituent. Dans un monde qui a besoin de l'unité la plus globale pour résoudre ses problèmes (guerres, famines, pollution, etc.), le nationalisme est une force totalement réactionnaire.

Au début du 20^e siècle, Rosa Luxemburg avait déjà prédit que la tentative de garantir le "droit à l'auto-détermination" à chaque petite nation (une politique défendue par d'importants éléments du mouvement ouvrier, comme Lénine et les bolcheviks) aboutirait à une grotesque régression vers le passé. En rapport avec les exigences contradictoires des diverses nationalités dans les Balkans, elle écrivait : "l'idée d'assurer à toutes les nations la possibilité de l'auto-détermination est équivalente à revenir du développement capitaliste aux petits fiefs médiévaux des 15^e et 16^e siècles." ("La Question Nationale", 1908-1909.)

Aujourd'hui, la situation dans les Balkans et l'ex-URSS est une sinistre confirmation des prédictions de Rosa Luxemburg. Il y a toute une kyrielle de "peuples" et de "républiques" qui veulent leur propre Etat national, un phénomène issu de l'effondrement du stalinisme, mais qui a été également un facteur actif de celui-ci. Mais, contrairement aux mouvements nationaux progressistes des 18^e et 19^e siècles, ceux-ci ne représentent pas la moindre possibilité de développement du capitalisme. Et, malgré toute la propagande nauséabonde à propos de la capacité de ces "nouvelles nations" à se transformer en entreprises commerciales dynamiques sur le "marché libre", même des commentateurs bourgeois lucides reconnaissent l'"infaisabilité" économique de ces nations.

Dans le cas de la Yougoslavie, il n'y a qu'à regarder une carte pour se rendre compte que l'indépendance de la Croatie est un non-sens économique et géographique : pour aller de Dubrovnik à Vukovar, par exemple, on ne passe pas par Zagreb, mais par Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine. Et celle-ci, comme la Serbie, est une "nation" dont les ressources sont actuellement dilapidées par la guerre.

La situation est semblable dans l'ex-URSS. Dans la caricature stalinienne d'économie planifiée, en fait une forme d'anarchie bureaucratique, il y avait un niveau absurde de concentration d'industries spécifiques dans des régions particulières, ce qui signifie que la plupart des républiques sont totalement dépendantes des fournitures à bon marché de matières premières en provenance d'autres parties de l'ex-Union, en général les régions les plus industrialisées.

Comme l'écrivait un analyste économique dans "The Guardian" : "Considérons la viabilité de l'industrie chimique en Biélorussie, une de celle qui emploie le plus de monde dans cette république. La république n'a que des réserves insignifiantes de pétrole. Il est fourni par la Russie à des prix nettement en dessous de la moyenne mondiale. Elle n'a pas non plus de capacités significatives de production d'électricité. Son réseau est desservi par la production nucléaire de l'Ukraine, à nouveau pour un prix nettement moindre que le coût économique réel. Forcez cette industrie chimique à acheter ces produits aux prix du marché, comme la Russie et l'Ukraine menacent de l'imposer, et c'est la mort assurée. Les Biélorusses pourraient essayer de vendre à leur tour aux prix du marché, mais qui voudrait acheter les produits chimiques biélorusses, de seconde qualité, alors qu'il est possible de s'en procurer de meilleurs à l'Ouest ? Le parlement a beau protester de sa bravoure, l'indépendance serait un suicide économique." (The Guardian, 28.8.91.)

Cela est encore plus vrai pour les républiques d'Asie. Certains commentateurs affirment que seules les républiques baltes (qui ont des liens historiques plus étroits avec

l'Europe occidentale, et plus particulièrement l'Allemagne), la Russie et l'Ukraine disposent d'un minimum de bases pour se "lancer" dans la jungle du marché mondial, et que le reste de l'ex-URSS serait laissé à l'abandon, comme l'ont déjà été l'Afrique et l'Asie.

Les bourgeoisies occidentales, et avec elles Gorbatchev, Eltsine et d'autres "hommes d'Etat", ont beau mettre leurs espoirs dans l'émergence d'une sorte de "CEE" orientale liant les nouvelles républiques par une coopération économique amicale, la réelle tendance aujourd'hui, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, n'est pas à la coopération supra-nationale mais à une concurrence de plus en plus féroce et vicieuse entre nations, conduisant à des conflits impérialistes entre entités étatiques naissantes.

L'INDEPENDANCE NATIONALE EXACERBE LES CONFLITS ETHNIQUES

En effet, l'effondrement de l'URSS a déjà fait sentir ses conséquences au-delà des frontières des républiques qui la constituaient. Tant dans l'ex-URSS que dans la plupart des Etats d'Europe de l'Est, il y a des divisions nationales au sein des divisions nationales. A ce propos aussi, Rosa Luxemburg avait déjà souligné, au début du siècle, dans un autre passage de l'article déjà cité, que sur le territoire de pratiquement toute "minorité nationale opprimée", il y en avait une autre, plus petite et encore plus opprimée, qui se réveillerait lorsque le groupe plus grand atteindrait son grand but "d'auto-détermination" : les Allemands et les Slovaques sur le territoire tchèque, les Lituaniens en Pologne, etc.

Une fois de plus, l'histoire a pleinement confirmé les prédictions de Luxemburg : il n'y a qu'à se rappeler comment le problème sans solution de la minorité allemande en Tchécoslovaquie est devenu un des prétextes du déclenchement de la seconde guerre mondiale. Mais dans la phase de décomposition capitaliste, les divisions ethniques de ce genre sont devenues une véritable plaie sociale. C'est vrai de l'Afrique, où les divisions tribales ont pris un tour meurtrier en Afrique du Sud, au Liberia, en Ouganda et dans beaucoup d'autres pays ; en Inde et au Sri Lanka, où toute une série de factions nationales, ethniques, religieuses et de castes sont enfermées dans une spirale de massacres mutuels. Et c'est par dessus tout vrai, une fois encore, en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS.

La Tchécoslovaquie, nouvellement "démocratique", menace d'exploser sous la pression des rivalités entre Tchèques et Slovaques. La Yougoslavie sombre dans la guerre entre les républiques qui la constituaient, mais à l'intérieur de chacune de ces républiques, il y

a des enclaves de minorités nationales demandant leur autonomie ou la préservation de liens avec des pays auxquels elles s'identifient (les Serbes en Croatie, les Albanais en Serbie, et toute une mosaïque de minorités en Bosnie-Herzégovine). Et c'est pareil dans l'ex-URSS : il y a d'importantes minorités russes dans les pays baltes qui réclament leur indépendance, il y a des Arméniens en Azerbaïdjan, des minorités turques en Ouzbékistan... dans tous les cas, la montée des mouvements nationalistes dans ces républiques a conduit à des persécutions et des pogroms contre des minorités moins nombreuses. En Ouzbékistan et en Azerbaïdjan par exemple, ces pogroms ont déjà coûté des milliers de vies humaines.

Jusqu'à présent, ces bains de sang se sont limités aux républiques périphériques, mais il ne faut pas oublier que la fédération russe est elle-même un patchwork de groupes ethniques et religieux, de régions, de territoires et de peuples "autonomes", chacun d'eux étant susceptible de se joindre au mouvement général de fragmentation, transformant la Russie elle-même en un énorme champ de bataille.

La face réelle du nationalisme aujourd'hui est précisément ce spectacle dantesque des Croates massacrant des Serbes, des Azéris assassinant des Arméniens, des nostalgiques du fascisme et de la monarchie appelant à l'extermination des Juifs et à la renaissance de la Grande Russie, des divisions fratricides entre les couches les plus pauvres et les plus opprimées de la société. Ce n'est pas un retour au passé. C'est l'expression pure d'une société en plein délire. Le produit de la décomposition sociale et économique et la complète absence de toute perspective pour le futur ne sont prétexte qu'à des pogroms, des orgies de meurtres et de destructions. C'est le visage terrifiant du suicide de l'humanité.

L'actuelle frénésie nationaliste en URSS et en Europe de l'Est met un point final à la mythologie de "l'auto-détermination nationale". Lénine et les bolchéviks croyaient qu'accorder ce "droit" serait un pas pour dépasser les divisions nationales, et donc pouvoir s'occuper des problèmes réels de la lutte de classe. Mais c'est précisément lorsque ce "droit" est garanti que les divisions nationales, loin de s'atténuer, se décuplent. Les divisions nationales ne peuvent pas être exorcisées par des appels à plus de nationalisme. Il leur faut une médecine toute différente : celle de la lutte de la classe ouvrière, qui met fin à toute division nationale et ouvre la voie à un futur de solidarité pour l'humanité.

CDW

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour

d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

NOS POSITIONS

* Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à

une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation

syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

NOTRE ACTIVITE

La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.